

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le luxe et les lois somptuaires au moyen-âge

PAR

Pierre KRAEMER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le 13 juillet 1920, à 16 heures 30

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : | M. SOUCHON, professeur.
 | M. COLLINET, agrégé.

PARIS

Librairie moderne de droit et de jurisprudence

ERNEST SAGOT & Cie

19, Rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

1920

Paris-Courtrai, IMPRIMERIE JOS. VERMAUT, Importé de Belgique

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le luxe et les lois somptuaires au moyen-âge

PAR

Pierre KRAEMER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le 13 juillet 1920, à 16 heures 30

Président : M. CHÉNON.

Suffragants : | M. SOUCHON, professeur.
 | M. COLLINET, agrégé.

PARIS

Librairie moderne de droit et de jurisprudence

ERNEST SAGOT & Cie

19, Rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

—
1920

Paris-Courtrai, IMPRIMERIE JOS. VERMAUT, Importé de Belgique



A la mémoire de ma Sœur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553018_0026

Le luxe et les lois somptuaires au moyen-âge

INTRODUCTION

La guerre de 1914 a exercé sur les nations belligérantes ou même neutres des répercussions d'une diversité presque infinie. A côté des questions intéressant immédiatement la conduite des opérations, il n'est pour ainsi dire pas de problèmes, en apparence les plus étrangers, dont les gouvernements n'aient eu à se préoccuper : les pouvoirs publics, dans les divers pays, ont dû, par exemple, porter leur attention sur le luxe. Devait-on le restreindre ? C'est une question de toute éternité débattue entre moralistes et économistes.

Les circonstances exceptionnelles ont déterminé l'intervention des législateurs et du pouvoir exécutif. Nécessité de limiter la production, les transports aux produits indispensables à la guerre et au ravitaille-

ment, nécessité de restreindre les importations pour éviter les sorties de numéraire et la baisse du change: A ces motifs d'ordre économique et financier s'ajoutait une raison de moralité: le luxe ne devait pas se manifester en face de la ruine et des deuils du plus grand nombre.

Une fois le problème de la restriction du luxe résolu, se posait le problème plus ardu des moyens: L'intérêt économique et l'intérêt financier ont été combinés. En dehors des restrictions purement volontaires recommandées par l'Etat ou par des associations, la limitation du luxe a été cherchée par des restrictions obligatoires: prohibition de certaines consommations, limitation de certaines autres (éclairage, aliments) et par des taxes sur certaines consommations de luxe.

L'efficacité ou l'opportunité de ces mesures ont été très vivement discutées. Il s'est trouvé des économistes pour combattre la limitation du luxe; il s'est trouvé des publicistes pour prédire l'échec des mesures édictées ou pour leur trouver des inconvénients, notamment en ce qui concerne la taxe de luxe.

Ces polémiques démontrent combien est délicate la question du luxe. Le problème de l'opportunité de la restriction peut être envisagé à des points de vue extrêmement variés, moral, politique, religieux, financier, économique. Les moyens d'intervention et leur efficacité suscitent également des opinions très diverses.

L'étude d'ensemble de la question du luxe est une entreprise intéressante, mais fort ardue en raison de sa complexité. Plus modeste, une contribution historique au problème nous a paru à la fois utile et actuelle. L'étude de l'histoire apporte aux théories *a priori* l'appui ou les objections de l'expérience. En examinant les motifs d'intervention des pouvoirs publics au Moyen Age dans la pratique du luxe, nous serons amenés à montrer les conséquences, bonnes ou mauvaise, du luxe à divers points de vue. Les mesures prises pour restreindre le luxe pourront nous servir de modèle ou nous montrer l'inefficacité de l'intervention.

Une étude historique doit d'ailleurs, dans ses conclusions, tenir compte de la différence des époques. Une fois dressé le tableau descriptif des institutions d'une période, il ne peut servir d'instrument d'expérience qu'en élaguant les diversités tenant au temps ou aux institutions. La remarque a son importance toute spéciale en matière de luxe.

Les motifs d'intervention dans la pratique somptuaire sont en effet très nombreux. C'est au nom de la morale, de la religion, de la politique, des intérêts financiers, économiques ou sociaux que l'Etat peut justifier son action. Or les préceptes de ces diverses disciplines ou leur prépondérance respective évoluent avec les époques. Le point de vue religieux est certes aujourd'hui moins prédominant dans les pré-

occupations gouvernementales que le point de vue économique. Les théories économiques ne sont plus les mêmes, et le mercantilisme a cessé d'être en faveur, sauf pendant les périodes de guerre. Les circonstances politiques ou économiques influent aussi sur la répartition du luxe.

La nature des mesures destinées à restreindre le luxe varie aussi avec les institutions politiques ou sociales : sous un régime absolu, elles seront beaucoup plus draconiennes, moins respectueuses de la liberté individuelle ; sous un régime de classes, elles s'appliqueront à certaines catégories de personnes seulement.

Enfin, ce qui complique surtout le problème du luxe, c'est la relativité du luxe. De nombreuses définitions ont été données du luxe. Son critérium ne doit pas être cherché dans la somptuosité, comme le veulent le Dictionnaire de l'Académie et Littré, ni dans l'usage des choses chères, des choses rares et coûteuses, formule assez vague donnée par Jean, Baptiste Say (1). Le luxe n'est pas non plus une dépense non proportionnée à la fortune.

L'élément essentiel du luxe, c'est de ne pas être un besoin nécessaire, c'est d'être superflu. « Les objets de consommation, écrit Adam Smith (2), sont ou de nécessité ou de luxe. Par objets de nécessité, j'en-

(1) J. B. SAY, *Traité d'Economie politique*, I, III Chap. V.

(2) ADAM SMITH, *Recherches sur la Richesse des Nations* I. V, ch. II, § 2.

tends non seulement les denrées qui sont nécessaires au soutien de la vie, mais encore toutes les choses dont les honnêtes gens, même de la dernière classe, ne sauraient déceimment manquer, selon les usages du pays. »

C'est à peu près la définition donnée par M. Paul Leroy-Beaulieu : « Le luxe consiste dans cette partie du superflu qui dépasse ce que la généralité des habitants d'un pays, dans un temps donné, considère comme essentiel non seulement aux besoins de l'existence, mais même à la décence et à l'agrément de la vie. » (1)

Cette formule montre la difficulté qu'il y a à déterminer la liste des dépenses de luxe. Le superflu varie d'un individu à l'autre, suivant sa fortune, suivant sa nature même et son caractère ; tel soin de propreté est un luxe pour l'un, un besoin pour une autre personne. Il varie surtout d'une époque à une autre. Par exemple, les progrès de l'hygiène font aujourd'hui considérer comme des besoins essentiels des dépenses qui autrefois auraient été de luxe. Le développement de la production, en multipliant certains produits, en abaisse le prix, les répand dans la masse, et l'habitue à ne pas s'en passer ; ce sont des dépenses nécessaires. Des besoins nouveaux naissent avec le

(1) P. LÉROY-BEAULIEU, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} nov. 1894.

développement des relations nationales ou internationales: chemins de fer, lettres, télégraphe.

Quelles mesures ont tendu au moyen-âge à restreindre ou à supprimer les manifestations de luxe ? A quels mobiles ont-elles répondu ? A quelles manifestations se sont-elles attaquées ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher. Mais un simple commentaire législatif ne serait pas instructif, si nous ne décrivions au fur et à mesure l'état du luxe et ses caractères aux différentes périodes.

CHAPITRE I

LE LUXE A L'EPOQUE CAROLINGIENNE.

§ 1^{er}. — Le luxe sous Charlemagne.

Avec Charlemagne, l'anarchie s'arrête, au moins pour un temps. Ce génie universel, à la fois homme de guerre et administrateur, accroît par la guerre l'étendue de son royaume. Le Pape lui-même le couronne empereur. A l'immense domaine impérial, Charlemagne donne une organisation centralisée, à la romaine, nécessaire pour le maintien de l'unité politique parmi des peuples si divers, dont beaucoup sont des vaincus de la veille.

Il multiplie les charges de la cour : l'*apocrisiaire*, chargé des affaires ecclésiastiques ; le *comte du palais*, qui a dans ses attributions les affaires séculières et la justice ; le *chancelier*, qui prépare et expédie les ordonnances du roi ; le *sénéchal*, le *mentionnaire*, le *trésorier*, l'*économe*, le *camérier*, qui veille à la décoration du palais.

Avec Charlemagne, le luxe cesse d'être personnel et égoïste. Cet empereur, qui domine sur tant de peu-

ples, est lui-même de la plus extrême simplicité. Il réserve le faste pour la représentation officielle. Dans les cérémonies, il porte un manteau orné de broderies, un diadème d'émeraudes, de saphirs et de perles, des brodequins chargés de pierreries. Ses ambassadeurs ont rapporté de leur mission auprès du calife Haroual-Raschid les sensations d'un luxe alors inconnu, apanage de l'Orient, où tout, tapisseries, vases précieux, étoffes tissées d'or, bassins de marbre, fleurs et parfums, est fait pour éblouir et enivrer les sens.

Charlemagne vit surtout à Aix-la-Chapelle, où il tient sa cour. Les dignitaires, si nombreux, sont logés dans le palais impérial. Ils rehaussent de leur présence et de leur luxe les réceptions officielles et les fêtes. Les hauts barons, les princes vassaux, les rois de Sussex et de Northembre font aussi partie de l'entourage royal.

Le train de la maison de l'empereur est aussi très brillant. A la table royale, les repas se succèdent tout le jour, du maître aux ducs, puis aux comtes, aux préfets, aux juges, pour se continuer par les officiers subalternes du palais. Le cérémonial est pompeux. Les repas s'accompagnent de musique; la santé du roi est portée par vingt hérauts d'armes, à trois reprises.

Les chasses aussi sont une dépense considérable pour la maison royale, avec les équipages innombrables, les éperviers, les faucons, les oiseleurs.

Malgré ces prodigalités, qui sont la marque jugée

nécessaire de la puissance impériale, Charlemagne est un prince économe et simple ; ses terres sont bien cultivées, sagement administrées ; il a de l'ordre dans ses finances : il tient une comptabilité de ses revenus, comme le montrent les capitulaires *de villis*.

Il cherche à développer un luxe sain et utile, en témoignant de sa sollicitude pour les fleurs, les arbres fruitiers, les plantes alimentaires.

Quand il n'est pas en représentation, son costume est des plus simples. Au siège de Ravenne, il a la tête et les mains garnies de fer et il ne va pas au combat vêtu comme pour la parade. Le moine de Saint-Gall nous rapporte le récit d'une chasse par un jour de neige. Tandis que les courtisans déchirent sur les ronces et souillent dans la neige leurs vêtements de soie, Charles est vêtu d'une peau de mouton. Au retour, il leur donne une leçon méritée sur la folie ruineuse de leur habillement.

Mais son exemple personnel n'est guère suivi. S'il suit les habitudes de simplicité de Pépin et de la reine Berthe, son entourage aime le luxe. Les mœurs du grand empereur ne sont pas des plus austères : il a successivement neuf femmes et plusieurs maîtresses ; l'une des reines, Luitgarde, fille d'un comte allemand, se fait remarquer dans les fêtes par les pierreries qui ornent sa tête et son cou, par sa robe de pourpre, par les fils d'or qui attachent sa chlamyde. Les filles du roi, Gertrude, Berthe, Rhota de Gisla, Théodrade, par-

ticipent aux fêtes de la cour et même aux chasses. Elles aussi aiment les bijoux, les fourrures, les perles étrangères. A la cour d'Aix-la-Chapelle, la vie est brillante, élégante, le luxe s'excuse par son bon aloi. Les mœurs sont dissolues.

Pendant cette période, le luxe s'étend même en dehors de la cour, sous l'influence des relations étroites avec l'Italie. Jeunes gens et femmes recherchent les étoffes de soie venues d'Italie, les pelleteries et fourrures qu'apportent d'Orient les marchands vénitiens.

§ 2. — **La première loi somptuaire (le capitulaire de 808).**

C'est à cette époque que se place la première loi somptuaire de notre ancien droit. Le capitulaire de l'année 808, art. 5, défend à toutes personnes de vendre ou d'acheter plus de vingt sols le sayon double et plus de dix sols le sayon simple. Le rochet fourré, qui se mettait par-dessus le sayon, ne pourra excéder trente sols, s'il est de martre ou de loutre, dix, s'il est fourré de chat. Ceux qui auront vendu ou acheté plus cher seront condamnés à une amende de quarante sols, dont la moitié pour le roi et la moitié pour le dénonciateur.

«*Ut nullus praesumat aliter vendere et emere sagellum meliorem duplum viginti solidis et simplum cum decem solidis, reliquos vere minus : reccum matri-*

mum et lutri, non meliorem trigenta solidis tres misenum meliorem decem solidis; et si quis amplius vendiderit aut empserit, cogatur exsolvere quadraginta et adillium; qui hoc invenerit et eum exinde convicerit solidis viginti.» (1)

Pour remédier au luxe exagéré, Charlemagne emploie un procédé auquel ses successeurs auront souvent recours : le maximum. En limitant à un chiffre la valeur des sayons et des rochets, il espère éviter l'engouement pour les fourrures d'entraîner à des dépenses exagérées. Cette mesure, très limitée d'ailleurs, ne pouvait avoir grande efficacité. Les lois sur le maximum engendrent la fraude, ou détournent le luxe vers d'autres articles non taxés. Comment d'ailleurs appliquer la décision royale ? Le moyen était simple : la dénonciation ; le capitulaire allèche les dénonciateurs par l'appât d'une prime de vingt sols.

Il faut apprécier ces dispositions en tenant compte de l'époque. Aujourd'hui, ce procédé d'application nous apparaît bien peu moral : il favorise la délation, état d'esprit qui ne mérite guère d'être encouragé. La fixation d'un tarif maximum nous semble peu en harmonie avec la liberté individuelle. Le gouvernement y a eu cependant recours dans des circonstances exceptionnellement graves. L'intérêt de la défense nationale, la nécessité de restreindre les importations

(1) *Archives curieuses de l'histoire de France*, t. X.

non indispensables ont paru justifier les restrictions apportées au prix des repas et des restrictions plus indirectes déterminées par la fixation d'une taxe sur les achats d'objets de luxe ou de certains objets dépassant un certain prix.

A l'époque de Charlemagne, l'autorité royale ne croyait pas excéder ses droits en intervenant dans le commerce du luxe, au nom de la religion et des mœurs.

Ces mesures furent d'ailleurs complètement inefficaces. C'est le sort fréquent auquel sont condamnées les mesures somptuaires. Le luxe repose sur des habitudes, sur un état d'esprit moral et religieux. Pour le réfréner, les lois ne suffisent pas ; il faut réformer les mœurs de la population.

§ 3. — Les successeurs de Charlemagne.

L'exemple royal n'y peut à lui seul parvenir. La simplicité de la reine Berthe, la simplicité de Charlemagne, n'ont aucune action sur leur entourage. Louis le Débonnaire est, lui aussi, ennemi du luxe. Il est obligé de réagir à son tour et d'accentuer les dispositions prises par son prédécesseur. Il lui faut s'attaquer au clergé comme aux laïques. Il interdit les robes de soie, les ornements d'or et d'argent ; il défend aux ecclésiastiques de porter des bagues en pierres précieuses, des ceintures et des souliers ornés de pierreries,

de faire usage de mules, palefrois et chevaux avec frein doré (1).

Ses mœurs austères jurent avec le luxe et les scandales qui s'affichent à la cour. « Jamais on ne voyait l'or briller sur ses habits, si ce n'est dans les fêtes. A ces jours-là, il portait une chemise et des hauts-de-chausses brodés d'or ; il avait sur la tête une couronne et tenait dans sa main le sceptre royal (1). Cet exemple ne sert pas de leçon. C'est en vain qu'il chasse de la cour les concubines de son père et ses propres sœurs « pour avoir été trop escandalisées de l'amour avec les hommes. » (2).

Charles le Chauve, à peine arrivé au pouvoir, donne libre cours à ses goûts de luxe longtemps contenus. Il s'entoure d'une cour fastueuse ; il aime le théâtral. Il ne se contente pas des modes italiennes : il s'habille à l'orientale. Il s'empresse de rapporter les capitulaires prohibitifs de ses deux prédécesseurs.

Tout n'est d'ailleurs pas condamnable dans son règne. L'industrie du luxe, déjà favorisée par Charlemagne, se développe encore. Une charte royale avait reconnu, vers 768, les privilèges de la corporation des orfèvres laïques de Paris. Un capitulaire de Charles le Chauve, en 846, confirme ces privilèges. La fabrication des étoffes, et surtout des tapisseries, s'introduit

(1) RENAN, *Hist. du costume*, ch. IV.

(2) BRANTÔME, VII, p. 378.

en France à la même époque. La peinture sur verre, qui atteindra un si merveilleux degré de perfection dans l'art des vitraux, paraît dater du règne de Charles le Chauve. L'enluminure, l'encadrement des manuscrits rehaussés d'or et de gemmes, avait déjà été encouragé par Charlemagne. Cet art délicat progresse. La Bible dite de Charles le Chauve, avec les Heures de Charlemagne, en est un des plus beaux spécimens. Enfin Charles le Chauve renouvelle le Capitulaire de Charlemagne, qui ordonnait aux envoyés royaux de veiller à la restauration et à l'embellissement des églises (1).

§ 4. — L'an Mille.

Le dixième siècle est une période d'engourdissement et de mort. Les fléaux se déchaînent contre la France : invasions, guerres étrangères, luttes intestines. La mortalité est effroyable. La saleté, les remèdes barbares contre les maladies, engendrent des épidémies terribles et répétées. Les famines se succèdent presque régulièrement. La population vit dans une épouvantable misère et se décime.

Le bénédictin Glaber nous a laissé un tableau saisissant de cette époque où l'homme semble avoir rétrogradé jusqu'à la barbarie la plus primitive.

(1) BALUTZ, *Capit. Carol*, titre XI, c. 1 et 3.

« Les riches maigriront ; les pauvres rongèrent les racines des forêts ; plusieurs dévorèrent des chairs humaines. Sur les chemins, les forts saisissaient les faibles, les déchiraient, les rôtissaient et les mangeaient. Quelques-uns présentaient à des enfants un œuf, un fruit et les attiraient à l'écart pour les dévorer. Un homme étala de la chair humaine sur le marché de Tournus. Il ne nia point et fut brûlé ; un autre alla pendant la nuit déterrer cette même chair, la mangea et fut brûlé de même. Dans la forêt de Mâcon, un misérable avait bâti une chaumière, où il égorgeait la nuit ceux qui lui demandaient l'hospitalité. Un homme y aperçut des ossements et parvint à s'enfuir. On y trouva quarante-huit têtes d'hommes, de femmes et d'enfants. Plusieurs, tirant de la craie du fond de la terre, la mêlaient à la farine. Les loups, alléchés par la piste des cadavres sans sépulture, commencèrent à s'y attaquer. Alors les gens craignant Dieu creusèrent des fosses, où le fils traînait le père, le frère son frère, la mère son fils, quand ils les voyaient défaillir ; et le survivant lui-même, désespérant de la vie, s'y jetait souvent après eux (1).

Malgré les fléaux qui se suivent d'une manière presque continue dans les dernières années du X^{me} siècle, comètes, ouragans terribles, pluies de pierres, famines, suivies de pestes et de *mal des ardents*, le luxe et les

(1) *Recueil des Historiens de France*, X, GLABER, Livre IV.

jouissances n'ont pas cependant disparu. La cupidité, la débauche, le meurtre, l'inceste s'étaient plus que jamais, comme sous l'influence d'une mentalité païenne qui pousse à jouir de l'existence. Prêtres et laïques n'ont pas renoncé à leur faste.

A côté du mouvement de renaissance religieuse qui élève les cathédrales, se fondent des ordres opulents (Citeaux, Fontevrault, Clairvaux) des abbayes (Fécamp, Saint-Victor), de nombreuses églises, à Paris et autour de Paris (Poissy, Etampes, Senlis, Orléans).

L'abondance même des richesses de ces abbayes est une cause de luxe effréné et de dissolution des mœurs. L'intervention constante des Papes, des Conciles, indique l'étendue du mal. « Les religieuses de certaines communautés, naguère les plus saintes, à Paris, seront chassées, à cause de leur relâchement. Il faudra interdire aux prêtres, aux diacres, d'avoir des femmes chez eux, de se marier secrètement (Conciles de Bourges, de Lillebonne, de Clermont) ; — on leur reprochera de nouveau le goût des repas recherchés, la passion des beaux chevaux et des somptueux habits » (1).

L'amour du faste entraîne dans le clergé un mal qui résistera si longtemps aux mesures répressives de ses chefs, et qui sera le prétexte d'hérésies et de guerres religieuses remplissant le Moyen-Age : la simonie. Les abbés, les évêques, les prêtres, pour se procurer ces

(1) BAUDRILLART, *Histoire du Luxe*, III, p. 98.

jouissances dont ils ne peuvent plus se passer, se livrent à des trafics de toutes sortes. Le Concile de Rouen leur défend de faire aucun trafic, de tenir des églises et des métairies à ferme. Les Conciles de Toulouse et de Vienne attaquent les Simoniaques. Le Concile de Lyon oblige quarante-cinq évêques et vingt-trois autres prélats à renoncer à leurs bénéfices. La voix du pape Grégoire VII s'élève énergiquement contre ce scandale si funeste à l'Eglise.

Le luxe reparaît aussi à la cour. Robert le Pieux et sa première femme, Berthe, donnent l'exemple des mœurs simples et pures. Mais sa seconde femme, Constance, amène d'Aquitaine une suite de jeunes gens frivoles, amoureux de luxe et de plaisirs. L'influence des Aquitains va se faire sentir considérablement. Ils avaient une élégance mondaine, qui contrastait singulièrement avec l'austérité de la petite cour de Paris. La Provence, la Septimanie et l'Aquitaine avaient subi, grâce au commerce maritime avec les Maures d'Espagne, le contact de la civilisation arabe, du peuple alors le plus éclairé et le plus raffiné de l'Occident.

CHAPITRE II

LE LUXE DU ONZIEME AU TREIZIEME SIECLE.

§ 1^{er}. — Suger et Saint Bernard.

Cette civilisation plus raffinée, que ses excès faisaient trouver scandaleuse aux gardiens des vieilles idées enracinées de simplicité, va se répandre de plus en plus pendant cette période, grâce à la féodalité et au mouvement des croisades.

La lutte entre les partisans et les ennemis du luxe se manifeste sous une forme particulièrement intéressante, dans le débat entre Suger et Saint Bernard, à propos de l'art religieux.

Elu abbé de Saint-Denis en 1121, Suger y avait d'abord représenté le luxe mondain, si courant chez les ecclésiastiques. Puis il se « convertit » et réforma vigoureusement les abus, les plaisirs profanes, le mélange dans l'abbaye des femmes mondaines aux jeunes hommes ; il réforma également d'autres abbayes, Saint-Germain-des-Prés, Fontevrault, Ste-Geneviève, etc. (1).

(1) *Vie de Suger*, Collection Guizot, tome VI.

D'accord avec S^t Bernard sur la nécessité de cette réforme morale, il s'en sépare sur un autre point. Saint Bernard combattait, au nom de la conscience et de la religion, non seulement le luxe des mœurs cléricales, mais le luxe même du culte. Suger, au contraire, donne une vive impulsion à l'art religieux. L'église nouvelle de Saint-Denis est commencée en 1140 et inaugurée quatre ans plus tard avec la pompe la plus solennelle. Les gens de métiers, sculpteurs, fondeurs, orfèvres, peintres les plus habiles du royaume et même des Etats voisins ont participé à la construction de cette merveille qui unit l'art aux matières les plus précieuses. Par sa foi intense dans l'art religieux, le ministre de Louis le Gros réussit à le sauver des proscriptions de Saint Bernard, qui avait fait des adeptes chez les Chartreux, les Franciscains et les Dominicains.

Ainsi l'art prend définitivement droit de cité. Appliqué au luxe personnel et jouisseur, il le justifie par l'élévation d'esprit qui l'inspire et, appliqué aux cathédrales, par la présence de Dieu, qui exige une habitation digne de lui.

Ce luxe va d'ailleurs déborder du cadre religieux et nous allons le retrouver, avec son éternelle physionomie de jouissance personnelle et de manifestation d'art, dans le château féodal et chez les croisés.

§ 2. — Naissance de la féodalité.

La féodalité naît de l'hérédité des fiefs. A sa naissance, elle est populaire, parce que les peuples méprisent un roi qui ne sait plus les défendre et se serrent autour des seigneurs et des comtes qui prennent leur défense. C'est plus tard qu'elle deviendra oppressive, et que le roi pourra s'appuyer à son tour sur le peuple pour reconstituer son autorité, en se présentant, elle aussi, comme protectrice des petits.

La féodalité exerce son influence sur le luxe à plusieurs points de vue.

D'abord, elle crée, à côté de la cour royale unique et qui perd en prestige ce que la royauté perd en autorité, une multitude de cours seigneuriales plus ou moins brillantes ; elle contribue ainsi à répandre le luxe : chaque cour en est un foyer qui projettera autour d'elle ses rayons.

La féodalité, en même temps qu'elle dissémine le luxe, lui imprime des caractères particuliers. Le seigneur, qui vit sur sa terre, va chercher le confortable de l'habitation, les plaisirs de la table, les divertissements des arts et de la chasse. D'autre part, la féodalité repose sur une double hiérarchie des terres et des personnes, sur l'attachement de l'homme à la terre. Elle fait des hommes attachés à la terre les sujets du seigneur. La puissance seigneuriale se manifeste ainsi non seulement par l'étendue des terres possédées,

mais par le nombre d'individus qui y sont attachés. Elle tend donc à s'affirmer par le développement d'une cour guerrière, qui donne l'apparence de la force militaire et par l'importance des offices domestiques et des cortèges. Le luxe de domesticité est un des traits caractéristiques de la noblesse féodale. Le luxe de domesticité était d'ailleurs le seul accessible aux siècles du Moyen-Age. L'industrie et le commerce n'étaient pas développés, et les richesses manquaient pour satisfaire le besoin de luxe.

Ces suites et ces cortèges étaient ruineux pour ceux qui devaient les entretenir ou les héberger. Les conciles durent sévir contre cette forme du luxe de la part des dignitaires ecclésiastiques. Ils réduisent notamment à cinquante le nombre de chevaux du cortège des archevêques, à trente celui des évêques, à vingt-cinq celui des cardinaux (1).

Au XI^e siècle, l'existence seigneuriale n'est pas encore bien confortable. Le château féodal est avant tout une forteresse, bâti le plus souvent sur un promontoire entre deux vallées convergentes, défendue par sa situation même et par un formidable appareil de tours, ponts-levis, créneaux, machicoulis... C'est un lieu de refuge d'où le seigneur repousse les assauts de ses voisins et de ses ennemis.

Le luxe de la table est à peu près le seul. L'habitation et le mobilier sont encore bien grossiers. Les mai-

(1) BAUDRILLART, *op. cit.*, III, p. 104.

sons sont couvertes en chaume ; les portes sont basses et étroites, les cheminées sont inconnues ; on s'éclaire avec du bois sec, et les chandelles sont un luxe rare.

Cependant, dès la fin du XI^e siècle, on constate quelques progrès, avec les nappes et les tapis de paille et de jonc sec, les tentures, les horloges.

C'est au XII^e siècle que le château cesse d'être une simple forteresse, pour devenir l'habitation seigneuriale. L'absence de moyens de communication et l'insécurité des chemins confinent les seigneurs dans leur château. Ils y mènent une existence confortable et gaie. Le château féodal s'organise en vue de cette vie sédentaire. La dame y a ses appartements privés, où elle réside avec ses femmes. Le château comprend des dépendances et contient tous les services nécessaires.

Le mobilier surtout se développe et devient moins sévère, moins exclusivement utile. Dans la grande salle où se donne une large hospitalité, se dressent, autour de la vaste table, des dressoirs, des crédences, des bahuts, les chaires sculptées et incrustées d'or et d'ivoire du seigneur et de sa dame, avec des bancs, des escabeaux et des coussins.

C'est surtout au XIII^e siècle que l'influence des croisades et le développement du commerce et de l'industrie marquent leur empreinte sur le château féodal. Il faut nous arrêter aux conséquences économiques des croisades et à leur action sur le luxe.

§ 3. — Les Croisades.

Mouvement inspiré à l'origine par une pensée religieuse et désintéressée, la délivrance du tombeau du Christ des mains des Mahométans à Jérusalem, les croisades ont exercé la plus large influence sur le développement de la vie matérielle. Elles ont déterminé l'essor du commerce et de l'industrie et elles ont contribué à accroître le luxe et à le répandre plus largement dans les classes sociales.

Malgré le caractère militaire et religieux des opérations des croisades, l'antipathie des races et des religions s'atténue par les relations nécessaires qu'ont entre eux les croisés et les Turcs. Les rapports commerciaux se développent entre la France et la Turquie et aussi avec les pays rencontrés sur le passage des Croisés. La sécurité s'accroît : l'Europe est mise à l'abri de la piraterie des Sarrasins. Des ordres militaires et hospitaliers se fondent et protègent les mers du Levant. Développée également par la promulgation ou la codification de lois maritimes, cette sécurité plus grande multiplie les transactions, les voyages et les transports. Les flottes marchandes se construisent en grand nombre. Des ports se fondent ou accroissent leur prospérité.

Ce développement économique et commercial exerce une énorme influence sur le luxe. Sur le marché d'Orient, on va chercher des produits jusqu'alors in-

connus : le poivre, la canelle, les épices, les dattes, la canne à sucre, le corail, l'ambre. L'Europe occidentale emprunte aux populations orientales les procédés de travail des tissus, des étoffes de soie, des métaux. Elles dérobent à Tyr le secret des verreries qui devaient enrichir Venise.

Ainsi les Croisades ont donné un merveilleux essor au commerce et à l'industrie. Elles ont introduit en France de nombreux produits qui, d'abord considérés comme des objets de luxe, sont devenus de consommation courante.

Les croisades ont d'ailleurs tendu à répandre le luxe dans la société, en édifiant à côté des seigneurs, une classe de bourgeois riches, élite du Tiers-Etat. Le commerce avec l'Orient, l'industrie des transports maritimes, sont des sources abondantes de richesse pour les roturiers qui s'y adonnent et font naître une nouvelle puissance, celle de la fortune, en face de la puissance des seigneurs, dont beaucoup se sont ruinés en Orient par le luxe ou ont vendu leurs terres avant de partir pour Jérusalem. La propriété foncière se divise ; la propriété mobilière se développe.

A cet égard, les conséquences politiques et sociales des croisades vont se faire sentir par le progrès du mouvement communal et de la bourgeoisie, qui serviront de point d'appui à la monarchie pour reconquérir l'autorité et abaisser la puissance politique des seigneurs.

Au point de vue spécial du luxe, les croisades continuent à disséminer son usage sur toute la population. Il n'est plus l'apanage du roi ou des seigneurs ; il n'est plus l'indice de l'autorité et un moyen de maintenir l'autorité et l'inégalité des conditions, par le prestige qu'il conférait sur les masses aux princes de l'Eglise et de la féodalité.

Tout n'est pas sain d'ailleurs dans ce nouveau développement. Après l'enthousiasme du départ, l'aventure excite le besoin d'émotion et pousse les hommes aux excès. Le départ même pour la croisade est l'occasion pour les seigneurs de montrer le faste de leur cortège. « Où avait-on jamais vu tant de bannières de pourpre ou de drap d'or ? A côté de grossiers chariots attelés de bœufs, combien de chars splendides, remplis de tout ce qui flatte l'orgueil des yeux et les sens : fourrures précieuses, coussins brodés, courtines, lits peints, incrustés d'or et d'ivoire, tentes, pavillons brochés d'or, sans oublier tout ce qu'on avait pu réunir de mets exquis ! Quelles recherches fastueuses de costumes, souvent bizarres, chez ces preux chevaliers, chez ces grandes dames qui, elles aussi, avaient cédé au contagieux entraînement des croisades ! Dans cette brillante troupe d'amazones, la générale portait des bottines dorées ; on l'appelait « la dame aux jambes d'or ! » Quelle suite de troubadours, de ménestrels, de joueurs d'instruments ! Qu'on songe que sur les six cent mille hommes qui s'étaient croisés au

début, il y avait environ cent mille nobles. Cette proportion ne fit que s'accroître dans les croisades suivantes. » (1)

Dès le début, et de plus en plus, l'Orient n'attire pas seulement par le but religieux, mais par le mirage du luxe et du plaisir. Chaque étape du voyage devient une tentation de volupté et une école de luxe. Beaucoup resteront en Orient, enchaînés par les sens ou par la douceur de la vie matérielle. Ils y vivront une vie dissolue, se rassasiant de voluptés, s'habillant à l'orientale et se couvrant de pierreries, la tête couronnée de fleurs. Ces habitudes sensuelles pénétreront surtout le Midi, le Languedoc.

§ 4. — Le Château féodal au XIII^e siècle.

C'est au XIII^e siècle que le château devient véritablement opulent, et que l'art, jusqu'alors réservé aux églises, y fait son apparition.

A la fin du XIII^e siècle, on comptait quarante mille châteaux en France.

Ceux des princes et des hauts barons ont de vastes proportions, des cours entourées de portiques, des écuries, des logements pour le personnel. La grande salle, où se rassemblent les vassaux, où se rend la justice, où se donnent des fêtes, des banquets, est la

(1) MICHAUD, *Histoire des Croisades*, I,

pièce essentielle au point de vue de l'administration et de la représentation. De là, on se rend à l'habitation des maîtres par une galerie tapissée d'armures, de trophées conquis sur les Sarrazins, de peintures, de portraits de famille. Les dépendances, salle des gardes, offices, cuisines sont importantes et accusent l'opulence et la nombreuse domesticité de la maison seigneuriale.

Ce ne sont plus les demeures sombres et nues du XI^e siècle. L'art et le confortable s'unissent partout pour faire du château un lieu de plaisance et de bon goût. La sculpture et la ciselure étalent partout leurs œuvres délicates. Des panneaux de boiseries et des peintures murales égalaient cet intérieur. Le carrelage est remplacé, dans les châteaux opulents, par la brique émaillée ou par le marbre aux diverses couleurs. L'usage se développe des tapis sarrasinois, des tapis *nostrés* faits de gros tissus de laines de couleur. Dans la maître-chambre, sorte de chambre-salon, est concentrée, autour d'un lit somptueux, toute la richesse de l'ameublement.

Les pièces sont mieux éclairées et mieux chauffées. Les anciennes fenêtres, fermées de tablettes de marbre percées de trous formant un treillis solide et garnis de morceaux de verre, sont remplacées par les vitraux peints. Bien qu'il nous paraisse singulièrement primitif, l'éclairage artificiel est en progrès, avec

la chandelle de suif, le cierge de cire, les lampes de veille ou cruïels.

Auparavant, on se chauffait par un brasier au milieu des pièces et la fumée s'échappait par une ouverture pratiquée dans le toit. Les cheminées apparaissent, énormes, décorées avec goût, portant les armoiries du seigneur.

Dans ce château, la vie, devenue plus confortable, n'est pas la vie monotone qu'on imagine souvent. Le seigneur reçoit à table ouverte. Les mets sont abondants et variés. Les denrées orientales figurent sur la table. Les divertissements jouent un grand rôle dans cette existence assez fermée et toute locale.

La chasse y tient une grande place. Jusqu'à la Révolution, elle restera un des attributs du roi et des seigneurs. Ce privilège sera protégé avec une rigueur souvent cruelle. Gontran, Enguerrant de Coucy font mettre à mort des individus qui ont chassé dans les forêts royales et seigneuriales. Des amendes énormes frappent ceux qui dérobent le gibier.

L'exercice de la chasse affirme, par le luxe qu'il comporte, le prestige de l'autorité seigneuriale, comme le luxe de la domesticité et les vastes cortèges. Les seigneurs ont des meutes atteignant deux ou trois cents chiens des espèces les plus variées. Des murs entourent des bois ou des parcs entiers, et le seigneur y entretient des daims, des cerfs, des chevreuils. Porter un faucon au poing est un signe de noblesse.

Ce sport est une source de dépenses énormes. Il faut entretenir des faucons, des aigles et des vautours ; il faut payer des louvetiers et des fauconniers. C'est un luxe ruineux pour les seigneurs, les évêques et les abbés. Il s'y mêle des aventures galantes, des orgies, des libations, les contes qui terminent la chasse sont généralement licencieux. Les conciles de Paris et de Montpellier défendent au clergé de se servir des chiens de chasse et d'oiseaux dressés et celui de Pont-Audemer leur interdit la chasse d'une manière absolue.

L'art entre dans le château seigneurial sous une forme moins matérielle, plus intelligente, avec les trouvères, les troubadours et aussi les jongleurs. Le seigneur a même à gages des trouvères de profession ; et, tel est l'attrait de ces divertissements dans ces siècles à l'imagination naïve, quelque peu enfantine, que l'on voit des ménétriers, habillés par des seigneurs de drap d'or et de fourrures de fin menu, percevoir d'eux des gages extraordinaires ou même des terres.

La mise en scène est éclatante. Les trouvères, revêtus de costumes aux couleurs voyantes, marchent souvent accompagnés de tout un orchestre. Ils chantent jusqu'à 2000 vers dans leur soirée. L'auditoire composé d'invités s'enthousiasme pour leur chanson et fait pleuvoir sur eux les dons en argent, les fourrures même et les manteaux (1).

(1) CH. AUBERTIN, *Histoire de la Littérature française au Moyen-Age*.

§ 5. — Le luxe privé au XIII^e siècle.

En se disséminant dans les quarante mille châteaux féodaux, le luxe se crée de nouveaux foyers, d'où il va se répandre dans la population. Les croisades ont fait apparaître, à côté de la noblesse féodale, une classe de bourgeois enrichis dans le commerce, dans l'industrie, ou même par l'usure largement pratiquée à l'égard des seigneurs partant pour la croisade ou en revenant ruinés par les excès.

Cette classe nouvelle va chercher à affirmer sa puissance en face de la puissance féodale. Le luxe est un des procédés par lesquels elle y parvient. Elle contribue ainsi à le répandre, et certains luxes en faveur auprès de la bourgeoisie riche passeront à la bourgeoisie moyenne.

Il n'est pas jusqu'au menu peuple qui ne profite de ce développement. L'introduction des produits d'Orient, l'emploi de procédés nouveaux de fabrication abaissent les prix et mettent certains luxes à sa portée. La laine est fabriquée en Flandre, en Picardie, en Champagne, en Languedoc. Pour les petites gens, on tisse la futaine, mélange de coton et de fil, et le mollequin, qui sert pour les guimpes des femmes. A côté des riches fourrures d'importation, on fabrique, à l'usage des petites bourses, des fourrures de renard, de chat, de lièvre.

Les fêtes publiques sont l'occasion de réjouissances

où chacun tient à se parer de ses plus beaux atours. Après la victoire de Bouvines, les villes, les châteaux, la campagne, fêtent à l'envi un succès auquel toute la nation est intéressée. Chevaliers, bourgeois, vilains sortent de chez eux resplendissants de pourpre. On n'aperçoit que satin, drap écarlate et fin linon. Le paysan, enivré de se voir dans la tenue d'un empereur, se juge l'égal de toutes les puissances. Il lui suffit de s'être procuré un habit qui n'est pas celui de sa position pour qu'il s'imagine que son être est transformé (1).

Nicolas de Bray décrit en termes aussi enthousiastes le tableau de Paris au sacre de Louis VIII : « C'est un plaisir de voir les broderies d'or et les habits de soie vermeille étinceler sur les places, dans les rues, dans les carrefours. Les serviteurs et les servantes s'abandonnent à la joie d'être chargés d'oripeaux, et oublient leur état de domesticité, en voyant les splendides étoffes qu'ils étalent sur eux. Ceux qui n'avaient pas d'habits dignes de figurer à pareille fête s'en sont procurés de louage. »

La réflexion de Guillaume le Breton dépeint bien l'état d'esprit du vilain : « enivré de se voir dans la tenue d'un empereur, il se juge l'égal de toutes les puissances. » C'est bien la même psychologie qui développe dans la bourgeoisie l'usage du luxe du vête-

(1) *Chronique de Guillaume-le-Breton*, t. I.

ment. Elle affirme ainsi son prestige et sa puissance en face de la noblesse.

Dans cette rage de paraître, qui tendait à niveler sinon les conditions, du moins, leurs signes extérieurs, les classes de la société tendent à se confondre. C'est peut-être pour y remédier qu'à cette époque précisément, les armoiries sont devenues héréditaires. On les mettait sur le vêtement, tout d'abord par un procédé d'impression appelé « batture. » Puis on les brode d'or, d'argent ou de soie. Ces accessoires atteignaient des prix extraordinaires, tant il semblait que le luxe fût indispensable à l'affirmation, dans ses signes extérieurs, de l'autorité royale ou seigneuriale. « Je lui disais, rapporte Joinville de Philippe le Hardi, que jamais je n'avais vu de ses cottes soit au roi saint Louis, soit à d'autres. Il me dit là dessus qu'il avait telles pièces brodées de ses armes qui lui avaient coûté huit cent livres parisis; à quoi je répondis qu'il eût mieux fait d'employer cet argent en aumônes et de faire faire ces pièces en bon taffetas battu à ses armes, ainsi que son père avait fait. » (1)

C'est à cette même idée que répond la réglementation édictée par Louis VIII en 1229. Les comtes et les barons ne pourront donner plus de deux robes aux chevaliers et aux autres personnes de leur suite. Il interdit aux écuyers domestiques de porter des étoffes

(1) QUICHERAT, *Histoire du Costume*, ch. IX.

coûtant plus de dix-huit sous l'aune. Par contre, Louis VIII enjoint aux fils des comtes, des barons et des chevaliers bannerets, de ne point porter de robes dont l'étoffe coûte moins de seize sous l'aune; il permet aux comtes et aux barons d'en donner d'une étoffe coûtant plus de dix-huit sous l'aune.

Ainsi, tandis que les costumes des subalternes sont limités dans leur nombre ou dans leur prix maximum, c'est le minimum de prix qui est fixé pour les costumes des seigneurs. Le but de Louis VIII est seulement de maintenir les différences de costumes, comme signe de différence de classes.

Nous retrouverons bientôt encore, dans d'autres lois somptuaires, les mêmes intentions de rétablir dans les marques extérieures la distinction des classes. C'est un des principaux motifs d'intervention des rois en matière somptuaire.

L'abus du luxe, et surtout du luxe de la toilette, aurait cependant justifié, — à supposer qu'elle fût efficace — une réglementation plus complète, étendue même aux classes supérieures de la société. Dès le XII^e siècle, l'Eglise et la satire des trouvères se sont attaqués au luxe, au nom de la morale ou de l'égalité.

§ 6. — L'Eglise et le luxe.

Saint Bernard, l'austère fondateur d'un ordre qui critiquait même le déploiement de l'art dans les cathé-

drales, s'en prenait avec plus de raison à la corruption laïque et ecclésiastique. Il apostrophait avec vigueur la chevalerie dégénérée, fastueuse et galante de son siècle et la rage du duel.

Pierre de Blois décrit ces mœurs sensuelles qui ne sont plus que la parodie de la vraie et pure chevalerie : « Leurs chevaux de somme plient sous le poids des attirails de gourmandise, chargés qu'ils sont non de fer, mais de liqueurs ; non de lances, mais de fromages, non de glaives, mais d'outres pour le vin ; non de javelots, mais de broches ; et l'on dirait à les voir qu'ils ne vont pas au combat, mais au banquet. Ils sont à la vérité couverts de boucliers où l'or reluit de toutes parts, mais ils les rapportent tels qu'ils les ont pris en partant. Leurs selles et leurs écus sont bigarrés de peintures représentant des combats de chevalerie ; de si belles images les transportent d'admiration, mais ils n'osent regarder la guerre qu'en peinture. » (1).

Les conciles s'en prennent aux tournois, occasions de parade et de galanterie, où les hommes risquent inutilement leur vie. En 1180, le concile de Latran les interdit en les traitant de détestables..

Au début du XII^e siècle, Ordéric Vital se moque des chaussures à la poulaine en pointe démesurée, invention due à Foulque, comte d'Anjou, qui « avait

(1) P. DE BLOIS, épist. 94.

les pieds mal faits » ; des pigaces formés de queues de scorpion contournées comme des cornes, dont on agrémentait les chaussures. Il raille les modes efféminées des hommes, chemises et tuniques longues et serrées à l'excès, aux manches larges et pendantes, les cheveux rasés sur le front, bouclés même chez les gens du peuple, longs et ornés de bandelettes.

Un peu plus tard, vers 1184, le prieur de Vigéois s'en prend aux habits bigarrés, découpés en écussons, aux longs manteaux amples, aux « queues traînantes des femmes. »

Les moindres détails de la toilette des femmes et des hommes, vêtements, chaussures, fards, font l'objet des anathèmes des prédicateurs, qui n'en oublient aucun excès, ni les manteaux de velours, de soie et d'écarlate, ni les pélerines de fourrures coûteuses, ni les éperons chargés d'or et d'argent. Leurs critiques, d'une précision surprenante, nous font connaître les modes de cette époque : les antaillies, découpures au bas des robes, interdites aux clercs par le concile de Montpellier en 1195 ; les mi-parties, vêtements de deux couleurs, les vêtements garnis d'aiguillettes, le *pelliceum*, pardessus de fourrures, orné d'étoffes somptueuses, de pierreries, de métaux précieux, d'images peintes d'animaux, la chemise de soie ou de lin brodé.

Ce luxe est condamné au nom de la morale catholique. Cette petite maîtresse « serre ses entrailles avec

une ceinture de soie, d'or et d'argent, telle que Jésus-Christ, ni sa bienheureuse mère, qui était pourtant de sang royal, n'en ont jamais porté. Levez les yeux vers sa tête, c'est là que se voient les insignes de l'enfer: ce sont des cornes, ce sont des cheveux morts, ce sont des figures de diables. Elle ne craint pas de se mettre sur la tête les cheveux d'une personne qui est peut-être dans l'enfer ou dans le purgatoire, et dont elle ne voudrait pas pour tout l'or du monde partager une seule nuit la couche.» «C'est à Paris surtout que règnent ces abus, c'est là qu'on voit des femmes courir par la ville toutes décolletées, toutes espoitrinées; quelle guerre celles-là font à Dieu ? (1)

Même censure des excès de toilette chez des poètes satiriques, qui prennent plaisir à s'attaquer à tel ou tel trait.

Ces modes gagnent même le clergé et lui attirent les apostrophes particulièrement véhémentes des moines et des satiriques. «Vous verrez ces hommes (les clercs), dit le moine Hélinard, obligés par état de donner des exemples de pudeur et de modestie, se parer avec plus de soin que les femmes; vous les verrez se montrer en public les cheveux élégamment frisés, la barbe proprement rasée, la peau adoucie de cosmétiques, la tête découverte, les épaules nues, les bras flottants, les mains gantées, les pieds légère-

(1) Cf. BAUDRILLART, *op. cit.*, IV, p. 640.

ment chaussés, la robe fendue jusqu'aux hanches et, pour qu'il ne manque rien à la symétrie de leur ajustement, vous les verrez consulter sans cesse leur miroir. On les rencontre vêtus d'un vair éclatant, les doigts garnis d'anneaux brillants, l'œil exprimant leur satisfaction personnelle par des regards de complaisance jetés de temps en temps sur leur parure élégante. J'oubliais de dire que cette couronne de cheveux, qu'ils sont obligés de porter sur le sommet de la tête, ils la diminuent tellement, pour ne pas nuire à l'économie de leur chevelure, que vous la prendriez plutôt pour la marque d'un esclave à vendre que pour le sceau de l'ordre clérical.» (1)

Le luxe a gagné les communautés religieuses les plus austères. Les conciles et les chapitres généraux nous montrent, par leurs interdictions, quels abus il atteignait. Le concile de Paris doit défendre aux religieuses de danser, aux religieux de porter des gants blancs et des bonnets d'étoffe. A Cîteaux, où l'austérité allait autrefois jusqu'à ne manger, même le jour de Pâques, que des herbes, des pois et des fèves sans huile ni graisse, le chapitre général est contraint d'intervenir contre le luxe des abbés et de leur interdire de chevaucher avec des gants fourrés, de se faire servir à genoux par les convers; ils devront se contenter comme éclairage de deux chandelles (2).

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. XVIII.

(2) BAUDRILLART, *op. cit.*, III, p. 643.

Cette censure prend une forme inattendue, qui montre l'insuffisance de la discipline ecclésiastique et la rivalité des ordres religieux entre eux. Vers la fin du XII^e siècle, dans un dialogue entre un moine de Cîteaux et un moine de Cluny, le premier critique les somptuosités d'ornementation de l'abbaye de Cluny, « les belles peintures, les sculptures variées, décorées d'or les unes et les autres, les tentures belles et précieuses, les beaux tapis aux couleurs variées, les fenêtres aux vitraux coloriés. Tout cela, ajoute-t-il, n'est pas nécessaire, mais cherche uniquement la satisfaction sensuelle des yeux. »

On reconnaît là les critiques que Saint Bernard adressait au développement de l'art religieux, auxquelles Suger répondit si magnifiquement en mêlant, dans l'abbaye de Saint-Denis, le travail de l'art aux matières les plus précieuses. C'est l'éternelle difficulté de la censure sur le luxe, de savoir à quelle limite s'arrêter. Aujourd'hui, nous donnons raison à Suger contre Saint Bernard, et nous estimons que l'art ennoblit le luxe. Dans cette lutte, Suger devait l'emporter, parce que qu'à cet argument, qui était déjà celui de Suger, fruit d'une civilisation peut-être plus avancée, s'ajoutait un motif d'ordre religieux ; il fallait faire à Dieu une habitation digne de lui, et le travail de l'homme devait s'unir aux dons de Dieu pour édifier et orner ses temples.

D'autres manifestations du luxe prêtaient mieux

à la critique de la morale religieuse ; c'étaient les excès du luxe individuel des abbés ou des moines. La maison de Cîteaux reproche aux moines de Cluny « d'user de fourrures et de chausses, de multiplier les matelas de leurs lits, de recevoir en grâce plus de trois fois un frère coupable d'apostasie, de négliger les jeûnes, le travail manuel, de posséder des paroisses ou des dîmes, et d'usurper ainsi ce qui n'appartient qu'à ceux qui prêchent et administrent les sacrements, de posséder des seigneuries et même des banques.» (1)

Certains de ces reproches sont évidemment dictés par la jalousie, la rivalité qui supporte malaisément l'accroissement de puissance d'un autre ordre. Plus sérieuses sont les critiques contre le luxe de la table et des vêtements. D'après la maison de Cluny, les moines de Cîteaux se seraient bien départis à cet égard de l'ancienne sévérité de leur règle. Elle attaque chez eux « les grands repas où l'on apporte mets sur mets et quantité de grands poissons délicatement assaisonnés, pour se dédommager de l'abstinence de la viande ; où l'on sert tant de vins différents qu'à peine peut-on goûter de chacun des vins parfumés, emmiellés, déguisés de mille manières, et l'abus du luxe du vêtement, tel que, dans la même pièce d'étoffe, on taille un manteau pour un cheva-

(1) *Histoire littéraire*, t. XIII.

lier ou un froc pour un moine, de sorte qu'un prince ne dédaignerait pas l'habit religieux, à la forme près.» (1) Ce sont encore les raffinements culinaires, les pâtisseries excitantes, les épices, l'usage journalier de l'écarlate.

Cette censure ne resta pas purement verbale. Pour combattre l'abus du luxe et de la corruption dans une partie du clergé, les ordres mendiants furent créés au XIII^e siècle, en vue de donner de nouveau l'exemple de l'esprit évangélique de pauvreté.

La censure du luxe clérical restait du domaine du pouvoir ecclésiastique. Si la poésie et la chaire s'unissent pour condamner le luxe des civils ou du clergé au nom de la morale, le pouvoir royal, au XIII^e siècle, ne s'inspire pas de cette considération pour réglementer le luxe. Il laisse à l'Eglise et à la satire le soin de blâmer les excès du luxe contraires à la morale. On ne peut citer, comme rentrant dans cet ordre d'idées, de la part de la royauté, que l'interdiction faite aux courtisanes par Louis VIII, de porter collet renversé, queue traînante, ceinture dorée. Les tribunaux s'attribuaient le droit de saisir leurs « affiquets » et leurs bijoux. Mais c'était souvent un moyen pour les sergents de se procurer des bénéfices en se les faisant racheter et le Châtelet faisait fréquemment restituer les objets confisqués (2).

(1) *Histoire ecclésiastique*, t. XIV.

(2) BAUDRILLART, *op. cit.*, III, p. 170.

Le pouvoir royal n'intervient à cette époque en matière somptuaire que pour maintenir au luxe le caractère d'une manifestation de classe, d'un signe extérieur de noblesse. C'est le sens des mesures de 1229 étudiées plus haut. De même, Philippe-Auguste interdit aux soldats de porter du vair, de l'hermine et du petit-gris, dont il se faisait une consommation insensée (1).

§ 7. — Les progrès du bien-être.

Tout n'était d'ailleurs pas malsain dans ce luxe, et la royauté elle-même donna l'exemple du faste et du bien-être. L'autorité royale s'accroît au XIII^e siècle, affirme sa prépondérance sur celle des seigneurs. Philippe-Auguste se montre soucieux de l'embellissement de sa capitale. Il protège les arts. Il donne à Paris une enceinte, il fait paver les rues, il organise la police, il établit des fontaines et des aqueducs; Notre-Dame, le Louvre sont commencés. Ainsi l'art cesse d'être l'apanage des temples de Dieu; il cesse d'être contesté au point de vue national et municipal comme au point de vue religieux. Saint Louis édifie la Sainte-Chapelle.

Sous son règne, le commerce bénéficie de l'abo-

(1) VERLOT, *Mémoires sur l'établissement des lois somptuaires*, dans LEBER, *Pièces relatives à l'histoire de France*, I, p. 457,

lition des guerres privées, de la sécurité des routes assurée par une meilleure police, de l'unité de la monnaie royale. Le prévôt Etienne Boileau rédige les règlements des métiers, qui sont groupés en grandes corporations. Les métiers de luxe sont florissants : merciers, marchands de fraises, de cols boutonnés d'or, de tressoirs pour la coiffure, de gants, ceintures, boucles, chaînettes, etc... La vieille corporation des orfèvres est très puissante.

Les industries somptuaires sont très prospères : Beauvais, Elampes, Chartres, Tours, Louviers, Provins, toutes les grandes villes drapantes du Nord, fabriquent en grande quantité les riches étoffes : galbrun, siglaton, molequin, estamfort, samit, drap de chalons. Les villes du Midi tissent le cendal et les gazes. L'émaillerie se perfectionne et permet d'abaisser le prix des bijoux. Le Livre des Métiers d'Etienne Boileau montre que Paris tient déjà l'article de mode, avec les « chapeliers de fleur, de feutre, de coton, d'orfoi et de paon, les fourreurs de chapeaux, etc. (1).

Les lapis de jone, les fourrures, les riches draps et les tapis à orfois ont remplacé le foin et la paille, qui garnissaient autrefois contre le froid du sol (2).

Ce développement du commerce profite à tous. Il enrichit la bourgeoisie, mais il fait pénétrer jusque

(1) ART RESAS, *Histoire du Costume*, ch. VIII.

(2) VIGNERON-LE-DUC, *Dictionnaire de l'ameublement*, I, page 299.

dans le peuple un certain bien-être qui auparavant était du luxe. C'est un des signes du progrès que ce passage de certains objets de la catégorie somptuaire à celle d'objets usuels. Le mobilier, le linge, la nourriture attestent un progrès sensible dans la condition des classes rurales. Le sort des paysans s'améliore. Les aisés ont de la vaisselle d'étain, et même un peu d'argenterie (1).

Malgré ce progrès du bien-être, malgré le nivellement relatif qu'il produit dans la condition des différentes classes, l'inégalité des conditions subsiste. En face de la noblesse, la masse des roturiers était autrefois dans une situation médiocre. La bourgeoisie est née avec le commerce et l'industrie. Une classe de nouveaux riches, de parvenus s'est édifiée à côté de la noblesse. Mais dans la classe rurale, les famines et le manque de sécurité laissent subsister d'affreuses misères. Les malheureux ont même leur organisation, hiérarchisée et disciplinée, la truanderie. Le manque d'hygiène, la saleté sordide mettent les petites gens à la merci des épidémies, de la lèpre notamment. La France compte plus de 2.000 léproseries, qui ne suffisent pas au traitement des malades. Tandis que la capitale est embellie et assainie, il faudra attendre de longs siècles pour que s'introduisent dans les agglomérations et dans les campagnes des

(1) DARESTE, *Histoire des Classes agricoles en France*, ch. VI et VII.

habitudes d'hygiène et de propreté, et que les pouvoirs publics se préoccupent efficacement de l'assainissement.

§ 8. — Le luxe royal au XIII^e siècle.

Pour maintenir son prestige sur les populations, la cour de France a dû, dans sa lutte contre la féodalité, se préoccuper de suivre les habitudes de luxe des seigneurs. Le temps n'est plus où le pieux roi Robert se scandalisait des mœurs plus fines et plus légères introduites à sa cour par les Aquitains, compagnons de sa seconde femme. Le sacre des rois est toujours l'occasion de fêtes et de réjouissances. Tout, dans cette cérémonie, est fait pour frapper l'imagination, pour donner au peuple l'impression de la majesté et de l'éclat de la royauté. Tout y affirme que le roi tient sa puissance de Dieu même. C'est de la main de l'archevêque qu'il reçoit les insignes de sa souveraineté, l'épée, le sceptre, la main de justice, la dalmatique et le manteau. Il prête serment sur l'Evangile. C'est l'archevêque qui lui ceint l'épée, qui lui donne l'onction, qui lui met l'anneau au doigt et la couronne sur la tête (1).

L'importance du cortège, la magnificence des costumes des prêtres et des seigneurs, l'appareil reli-

(1) GODEFROY, *Cérémonial français*, I, p. 317.

gieux et guerrier, les réjouissances publiques sont faits pour graver dans les esprits la signification du sacre et la puissance royale.

Nous avons mentionné les réjouissances qui accompagnent le sacre de Louis VIII, et celles qui suivent la bataille de Bouvines. A partir de Saint Louis, les dépenses du sacre ne font que s'accroître. La couronne de Louis IX, en 1227, coûte 4333 livres 14 sous tournois. Les frais de son sacre, payés par lui-même sur les revenus de l'Archevêché de Reims, qu'il avait en régie, montent à 5033 livres 14 sous, selon Du Cange. Au mariage du même monarque, on dépensa 2.526 livres, y compris 112 livres « pour les musiciens. » (2) Le couronnement de Philippe le Hardi coûte 12.931 livres 8 sous 2 deniers tournois ; celui de Philippe le Bel, 24,500 livres. Au couronnement de Marie de Brabant, seconde femme de Philippe III, tous les seigneurs sont vêtus d'habits et de manteaux de pourpre ; les dames portent des robes tissues d'or avec des colliers de perles et de pierres précieuses.

Si l'on convertit ces chiffres en monnaie actuelle, la valeur de la livre tournois au temps de Saint Louis étant de 17.97 et la puissance de l'argent étant, à cette époque, au moins cinq fois supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, le sacre de Saint Louis aurait

(2) DE WAILLY, *dissertation sur les recettes et les dépenses de St-Louis*.

coûté 389.320 francs, son mariage 226.981 francs, le couronnement de Philippe III, 1,159,063 francs. (1)

« Ainsi la progression est constante. Une augmentation si frappante semble exactement mesurer l'importance croissante du pouvoir royal, auquel il semble que le luxe nobiliaire vienne lui-même rendre hommage. » (2)

§ 9. — L'Hôtel du Roi.

Le même besoin de représentation développe à cette époque la maison du roi. Les revenus de la couronne se confondent avec les revenus personnels du roi. Comme l'impôt est encore fort peu important, ces frais de représentation sont à la charge des revenus royaux.

La cour de Philippe-Auguste est encore très simple. C'est à partir de Saint Louis que « l'hostel le roi » va commencer à prendre tout son développement.

Philippe-Auguste suit encore la tradition que nous avons vue remonter aux rois mérovingiens. Pour les besoins publics et privés, il amasse un trésor qui, évalué en monnaie actuelle, équivalait à 45.635.000 francs, comprenant des sommes considérables, qu'il

(1) DE WAILLY, *op. cit.*

(2) BAUDRILLART, *op. cit.*, III, p. 175.

lègue à sa famille, à ses serviteurs, aux pauvres, aux malades, aux abbés, aux prélats, aux ordres du Temple et de l'Hôpital, des couronnes d'or, des joyaux, des croix, des pierres précieuses, qu'il laisse à l'abbaye de Saint-Denis (1). Il reste encore, après ces legs, d'immenses richesses pour son fils, Louis VIII.

L'hôtel du roi est réglé pour la première fois sous Saint Louis, par l'ordonnance de 1261. C'est l'origine de la maison du roi, qui prendra une si énorme extension sous Louis XIV et sous Louis XV.

La maison du roi comprend six départements, qu'on appellera plus tard les six offices et les six métiers de l'hôtel du roi,

La chambre comporte quatre chambellans et des valets de chambre.

La panneterie, un maître pannetier, des pannetiers, un clerc de la panneterie, des sommeliers des nappes, quatre porte-chapes, l'oublier (qui fait les oublies), la lavandière des nappes, et le charretier de la panneterie.

L'échansonnerie se compose d'un maître-échanson, d'échansons et de deux clercs, du mandrenier, de quatre sommeliers, cinq barilliers, quatre boutiers, du charretier des boues, du potier, de deux porteurs d'eau pour le camérier. On distingue le service du

(1) H. MARTIN, *Histoire de France*, IV. liv. XXIII.

roi (la bouche) du service des gens de l'hôtel ou du camérier.

La cuisine comprend le personnel le plus nombreux : trois queux désignés et d'autres non désignés, des aides, quatorze happeurs (rôtisseurs), treize pages, quatre souffleurs, le garde-manger, deux huissiers, deux charrettes de cuisine, la charrette du dîner, deux saussiers, un officier chargé des écuelles, l'aumônier, qui distribue aux pauvres la desserte des tables, un clerc, un poulailler, le furonneur (soigne les furets) le poulailler du commun, le pâtissier, le pêcheur, l'oiseleur, dix petits hémeriaux.

La fruiterie ne comporte qu'un fruitier et la charrette du fruit.

Enfin, l'écurie emploie des écuyers et des maréchaux en nombre indéterminé, cinq valets de la fourrière, un sergent de l'eau, et des aides.

Tout ce personnel recevait soit des gages, fixés à 6 sous par jour pour les plus élevés et 3 deniers par jour pour les plus bas, soit des livraisons en nature, soit des gages et des livraisons.

Les dépenses matérielles, robes et fourrures du roi, robes et manteaux qu'il était dans l'usage de donner à certaines personnes, distributions aux pauvres, harnais, chevaux, etc., dépassent les dépenses du personnel.

(1) VUITRY, *Etudes sur le régime financier de la France avant 1789*, 2^e étude, chap. VII.

Ce personnel, astreint à des services matériels, va devenir une sorte de domesticité féodale, conférant titre de noblesse, et origine des grands officiers de la couronne, qui donneront tant de lustre à la royauté. Servir est un droit personnel héréditaire de certains barons, ou bien un privilège inhérent aux terres possédées. Des fonctionnaires revêtus d'une grande autorité militaire, tels le grand sénéchal, puis le connétable, qui lui succède sous Philippe-Auguste, sont, à l'origine, des officiers de la maison du roi ; le grand sénéchal passe les plats du comte au roi ; le connétable a d'abord été l'intendant de l'écurie royale.

(1) DE WAILLY, *op. cit.*

CHAPITRE III

LE LUXE AUX XIV^e ET XV^e SIECLE

§ 1^{er}. — L'esprit d'intérêt et le préjugé de l'or.

Le XIV^e et XV^e siècle accusent encore, au point de vue du luxe, le contraste qu'offrait le siècle précédent. Le bien-être continue à se développer et pénètre dans les petites villes et même dans les campagnes. Le luxe devient bourgeois et, dans une certaine mesure, démocratique, et ainsi certaines dépenses, autrefois somptuaires, deviennent, en même temps que plus courantes, des dépenses nécessaires. Mais à côté subsiste le luxe véritable. Le besoin s'en aiguise jusqu'à l'excès, jusqu'à la folie, à la cour royale, dans la noblesse, et même dans la bourgeoisie. Au XV^e siècle, le goût et l'art ne le relèvent plus et la décadence morale est de plus en plus complète. Le luxe ne s'arrête même pas pendant les épreuves que traverse la nation et ses excès, en faisant ressortir l'inégalité des conditions sociales, suscitent l'envie des misérables et soulèvent des émeutes populaires.

Une transformation profonde apparaît dans les

mœurs. La morale de l'Evangile est moins écoutée. Certes, elle exerce encore son empire sur la masse des humbles, auxquels elle apporte l'espoir d'une vie meilleure, qui remplacera un jour leur condition misérable. Même chez eux, elle ne suffira pas toujours à dissiper la jalousie à l'égard des grands et des riches et à les empêcher de la manifester d'une manière parfois sanglante. Dans les hautes classes, l'esprit ancien, religieux, chevaleresque, désintéressé, fait place trop souvent à l'esprit de sensualité et de cupidité. C'est la matière qui domine l'esprit, même dans les lettres. Le luxe lui-même se corrompt. Au XV^e siècle, il cesse de se conformer au goût ; il tombe dans le bizarre et l'extravagant ; les modes sont à la fois indécentes, fastueuses et grotesques.

L'intérêt remplace le devoir. La chevalerie, qui incarnait le culte du devoir et celui de la femme, avait grandement contribué à développer le luxe, en multipliant les signes extérieurs du rang et en raffinant la galanterie. Au XVI^e siècle, son éclat extérieur n'est plus qu'une éblouissante parade. Elle sent le roman et enfante toute une littérature romanesque, comme au XVII^e siècle, la politesse raffinée de l'hôtel de Rambouillet engendrera les Précieuses. La chevalerie conserve ses formes, son vocabulaire, mais l'hommage à la femme n'est plus que le masque de l'impudeur.

Cette évolution des esprits prend une forme tan-

gible dans la recherche de l'or. L'or devient le mobile le plus puissant du commerce et de l'industrie ; il exprime toutes les convoitises du luxe. Merveilleux instrument d'échange, il facilite le commerce ; il donne à tous les désirs une valeur ; sa possession permet de les satisfaire instantanément. On sait que dès les croisades, beaucoup de seigneurs, en partant, avaient liquidé une partie de leurs terres. L'or montre sa supériorité sur la propriété foncière, plus lente à transformer, à réaliser.

L'or devient l'objet de toutes les convoitises. Sa possession symbolise la richesse, puisqu'elle représente la satisfaction immédiate des désirs. Il est l'objet du négoce et des navigations lointaines. L'alchimie cherche en vain à le créer artificiellement, en cherchant la transmutation des métaux.

Le préjugé de l'or restera longtemps tenace. Après la découverte de l'Amérique, il inspire la politique coloniale espagnole. Elle se réduit à envoyer chaque année au Nouveau-Monde des galions qui en ramènent les métaux précieux, monopole de la couronne royale. Il inspire la politique mercantile jusqu'au XVII^e siècle. Les Etats cherchent à développer les exportations, qui font rentrer de l'or dans le pays et à restreindre les importations, qui en font sortir, sauf l'importation des matières premières, destinée à enrichir le pays par l'exportation des produits fabriqués.

Ces doctrines sont aujourd'hui condamnées. et leur point de départ est faux. La surabondance de l'or en fait baisser la valeur, comme il arrive pour toute marchandise quelconque. S'il conserve ses qualités d'éclat qui le font rechercher par la bijouterie et par l'orfèvrerie, sa valeur comme monnaie varie avec les quantités qui circulent et les besoins monétaires. La découverte des mines d'Amérique, en décuplant la quantité d'or circulant, en a abaissé la valeur dans la même proportion. Elle a contribué à faire au moins tripler les prix de toutes les marchandises, le pouvoir d'achat de l'or devenant plus faible.

L'or lui-même a son commerce. L'Eglise interdit le prêt à intérêt. L'or semble avoir cette infériorité sur la richesse foncière de n'être pas fructifère. Ne servirait-il qu'à payer les dépenses de luxe, cela suffirait à lui reconquérir la prédominance. Mais les prohibitions canoniques sont vaines contre les principes de l'économie politique. L'or, intermédiaire des échanges, permet d'acquérir des maisons, des terres, qui produisent un revenu. Si un noble, au lieu de vendre un domaine, l'engage en garantie d'un emprunt, pourra-t-il continuer à toucher ses revenus, laissant au créancier le devoir de patienter jusqu'à l'échéance et le risque d'insolvabilité ?

Ces considérations suffisent à démontrer la légitimité du prêt à intérêt. Ce sera la spécialité des Juifs. Exclus de toutes les carrières, ils sont forcés de se

réfugier dans le commerce du crédit, la loi de Moïse leur permettant de prêter à des étrangers. Les nobles s'adresseront à eux, et, pour tourner la prohibition canonique, qui a force de loi, la pratique imaginera des combinaisons qui, en cachant le prêt à intérêt, favoriseront l'usure (vente à réméré notamment).

§ 2. — LA FISCALITE ET LE LUXE ROYAL AUX XIV^e et XV^e SIECLES.

I. — L'altération des monnaies.

L'altération des monnaies est encore une manifestation de la puissance de l'or. La guerre augmente les charges de la couronne, mais les dépenses fastueuses, sans cesse croissantes, y contribuent aussi, dans une large mesure. Comment faire face à tous ces engagements ?

Un moyen bien simple tente la royauté. L'or et l'argent ne peuvent se multiplier à volonté. En altérant les monnaies, le roi peut payer avec la même pièce deux créanciers au lieu d'un. Il prend une livre d'argent, il la coupe en deux ; il décide que chacune des deux parties vaudra une livre. Il paiera, avec une seule pièce, deux dettes d'une livre.

Le procédé était trop commode pour que les rois sujets à des embarras pécuniaires ne l'aient pas lar-

gement employé. Cette pratique a été constante sous l'ancien régime. Elle a duré jusque vers sa fin.

Certains seigneurs avaient le droit de battre monnaie, mais à mesure qu'elle resserre l'unité politique du royaume, la royauté tend à restreindre les prérogatives seigneuriales de nature régaliennne. La fabrication de la fausse monnaie devient un monopole royal.

L'altération des monnaies n'était pas, bien entendu, spéciale à la France. L'Angleterre l'a connue aussi, mais elle y a été pratiquée bien moins longtemps, parce que, bien avant la France, l'Angleterre a soumis le pouvoir royal au contrôle des représentants de la nation. L'altération des monnaies, en réduisant le taux légal des pièces, les éloigne de plus en plus de la valeur du métal précieux. Or c'est cette valeur intrinsèque qui donne à la monnaie d'or sa puissance d'achat, sa valeur. Si cette valeur diminue, par suite des altérations, la puissance d'achat de l'argent, en diminuant, détermine une hausse correspondante des prix.

D'autre part, l'opération est condamnée par la morale et par l'honnêteté. Le roi donne à deux créanciers le même nombre de pièces d'or qu'il s'était engagé à payer à chacun d'eux. Ils sont évidemment lésés ; l'esprit du contrat est violé. Le roi ment sur la valeur intrinsèque de la monnaie. C'est une véritable banqueroute royale.

En Angleterre, le Parlement finira par écarter cette pratique malhonnête et contraire aux intérêts des créanciers, qui ne sont payés que partiellement, et de l'ensemble du public, qui voit les prix monter à mesure que la valeur de l'or diminue. En France, au contraire, aucun contrôle de la nation ne venait contrarier le caprice royal. Aussi la livre, pièce d'argent qui, à l'origine, sous Charlemagne, représentait un poids d'argent d'une livre d'alors, soit environ 400 grammes, ne valait plus qu'un franc, à la veille de la Révolution. Grâce à l'intervention du Parlement, la livre sterling a beaucoup moins perdu. Partie du même poids, elle valait encore, avant la guerre de 1914, plus de 25 francs.

II. — La politique financière.

Toute la politique financière de la royauté s'inspire de la fiscalité : elle cherche à faire rentrer le plus d'or possible dans les caisses royales, pour subvenir aux dépenses sans cesse accrues, où le luxe est représenté par une part importante.

Ce sont ces dépenses qui obligent à restaurer la taille arbitraire, perçue avec des inégalités et une rigueur qui la font surnommer maltôte, *male tosta*, impôt mal levé. Ce sont elles qui font créer le fermage des impôts. Ce mode de recouvrement pouvait s'expliquer par l'insuffisance de l'organisation admi-

nistrative et financière. Il assurait à la couronne un produit bien déterminé, sur lequel elle pouvait compter.

Mais la ferme des impôts, aveu d'impuissance du gouvernement, a toujours engendré les mêmes abus. Les publicains pressurent les contribuables de l'Empire romain. Les fermiers de l'impôt royal cherchent à rattraper leur fermage, à conserver en sus un produit d'impôt le plus élevé possible. Ils recouvrent l'impôt avec une rigueur impitoyable, pénétrés qu'ils sont de l'idée de réaliser le plus gros bénéfice. Le système de la ferme donne lieu à de tels gaspillages, laisse de si grosses sommes aux mains des fermiers et de leurs subordonnés ou des sous-fermiers, que sous Louis XIV, le peuple paiera aux fermiers le double de ce qui entre dans les caisses de l'Etat (1).

L'impôt ne suffisant pas, les rois recourent à l'emprunt, ostensible ou caché. Ils empruntent aux financiers, au clergé, à la noblesse, sous forme de dons plus ou moins bénévoles ou sous forme d'emprunts véritables.

L'emprunt n'est même pas toujours volontaire. Acculé au déficit, menacé de voir ses charges non réglées, ses désirs somptuaires non assouvis, le roi recourt à des expédients, à de véritables brigandages. Philippe le Bel, qui a dû aux altérations répétées de

(1) BAUDRILLART, *op. cit.*, III, p. 248.

monnaie la réputation justifiée de faux monnayeur, n'hésite pas, pour avoir de l'argent, à recourir aux moyens les plus condamnables. Il fait arrêter des banquiers toscans, Biccio et Musciatto dei Francesi, qui étaient chargés du recouvrement des impôts, sous le prétexte d'usure. Il fait emprisonner par surprise les marchands italiens, qui avaient à peu près le monopole du haut négoce en France. Ils se rachetèrent à prix d'or, mais la plupart quittèrent la France, au préjudice de notre industrie.

La convoitise royale s'étend même aux biens des ordres religieux militaires. Sous prétexte de leur luxe, certainement abusif, il persécute les Templiers, il proscriit et dépouille leur Ordre. Ses successeurs, comme lui-même, ménagent et persécutent tour à tour les Juifs, pour mieux confisquer les richesses que leur apporte le monopole du commerce du crédit.

III. — Les charges somptuaires de la monarchie.

Quelles sont donc les charges somptuaires de la monarchie, au XIV^e et au XV^e siècles ?

Malgré la fiscalité de son règne, Philippe le Bel n'est pas personnellement un dépensier. Il vit simplement, au milieu des docteurs et des gens de justice, des légistes qui contribuent à asseoir la monarchie sur des bases juridiques solides.

Mais il embellit sa capitale. Il construit les quais de Nesle et de l'Horloge ; il agrandit le Palais, y ajoute la Tour de l'Horloge. Il continue le Louvre.

La dynastie des Valois est la dynastie du faste. Son fondateur, Philippe VI, dit de Valois, donne à Vincennes des fêtes splendides, en présence d'une cour de seigneurs et de grandes dames qui étalent une magnificence inouïe.

C'est encore un trait caractéristique de la décadence morale de cette époque, que de voir ces fêtes fastueuses se dérouler au milieu des guerres et des calamités : guerre avec les Flamands, guerre anglaise et défaite de Crécy, peste noire, qui enlève à Paris 500 personnes par jour.

La gabelle naît de la guerre et du luxe. Cet impôt sur le sel restera, jusqu'à la fin de l'ancien régime, le plus détesté, parce que mal établi et mal réparti. « Le roi acquit l'indignation et la malgrâce des grands comme des petits et de tout le peuple. » (1) Puis ce sont des taxes sur les denrées et sur les boissons.

Après les désastres, le roi Jean fait prisonnier, il semble que le luxe devrait montrer plus de pudeur. Il n'en est rien. Le roi lui-même, esclave de sa parole, mène, en Angleterre, une vie de fêtes, de chasses, de passes d'armes. Revenu en France pour quelque temps, il retourne à Londres et y termine son exis-

(1) FROISSART, prem. partie, ch. CXL.

tence « en grandes réjouissances, récréations, soupers, dîners et autres manières » ; ses largesses lui valent le titre de Bon. Il distribue aux seigneurs l'argent du trésor royal et les exempte de leurs dettes.

Les pièces comptables qui nous sont restées du règne de Jean le Bon nous stupéfient : au milieu d'une période où la France paraît sur le point de sombrer, le roi Jean le Bon dépense sans compter, il amasse un trésor des plus précieux.

Les comptes de dépenses du roi Jean abondent en profusions injustifiables : dépenses pour son fou, pour les chiens, chevaux ou faisans. La manie des trésors ne fait que se développer. L'inventaire contient quelques tableaux saints, quelques beaux livres. Au moment de son départ pour l'Angleterre, lorsqu'il avait une énorme rançon à acquitter, Jean achète à l'orfèvre Hennequin « un saffir entaillé à une teste », et à Martin Parc, de Pistoie, marchand de bijoux, « un fermain d'or, garni de perles, de diamants, de saphirs et de balais » et une patenostre garnie d'or.

IV. — Le trésor royal ; inventaire de 1353.

Nous possédons un inventaire, dressé en 1353, des bijoux et de l'argenterie du roi. L'habitude des « trésors royaux », loin de se perdre, s'est largement développée. En temps normal, on pourrait y voir un encouragement donné à l'industrie des métaux pré-

cieux, une des plus anciennes industries nationales ; on pourrait excuser cette pratique, qui s'explique par la valeur des métaux précieux, qui fait du trésor royal une sorte de placement, à cette époque où les valeurs mobilières n'existent pas et où le préjugé général attache à l'or une valeur prépondérante. De plus, ces trésors peuvent, à des époques de crise, servir au roi à payer les dettes du pays. L'histoire de France offre bien des exemples de rois, même les plus orgueilleux, qui vendent des pièces du trésor royal, ou qui les envoient fondre à la Monnaie, pour subvenir aux besoins d'argent de la Couronne, qui se confond avec leur patrimoine privé.

Mais précisément, sous le règne du roi Jean, quand la France était dépecée et livrée à l'Anglais, quand son roi subissait l'humiliation d'être prisonnier de l'Angleterre, il eût semblé plus opportun de vendre ou de fondre des éléments du trésor royal. L'inventaire de 1353 énumère et décrit une immense quantité d'objets, d'une valeur inestimable tant par le travail que par la matière même : fermails, coupes, hanaps, aiguières, neufs d'argent, images d'argent, fontaines d'argent, drageoirs dorées, émaillés, ornés de pierreries. On compte plus de quarante aiguières ciselées, émaillées, formant des statues ou des groupes, et quelques belles reliures-(1).

(1) DOUET D'ARCY, *Comptes de l'Argenterie des Rois de France*, pages 180 et 188.

Sous le successeur du roi Jean, le trésor royal se développe encore. Collectionneur passionné d'orfèvrerie, de statuaire d'art, de reliures, étant encore dauphin et duc de Normandie, Charles avait constitué un premier trésor, au milieu des épreuves que traversait la France. Nous en avons un inventaire daté de 1363. Entre autres curiosités, on y trouve une coupe d'or qui avait appartenu à Charlemagne, une statuette d'or représentant Saint Jean, œuvre de Claus de Fribourg, l'un des plus habiles orfèvres sculpteurs de Paris, une coupe d'or provenant de la Reine Jeanne de Bourgogne, enrichie d'émaux, de pierres fines et de perles, un diadème fait par Jean de Péquigny, orfèvre à Paris, une grande aiguière d'or dont la panse était semée d'émaux de plite, de rubis et de perles (1).

Pendant son règne de seize années, Charles V accrut encore lentement ce trésor. Mais son excuse et son honneur, c'est qu'il sut sacrifier ses goûts personnels de collectionneur à l'intérêt général. Quand il dut demander au peuple de lourds impôts pour conduire la guerre contre les Anglais, Charles V prit sa part des charges publiques. Il fit porter à la monnaie la plus grosse partie de sa vaisselle précieuse; la fonte fournit une somme considérable, qui contribua à payer la solde des soldats (2).

(1) DOUET D'ARCY, *op. cit.*, p. 126 et suiv.

(2) HENRI MARTIN, *Histoire de France*, V, p. 277.

Il sut d'ailleurs rendre quelque gloire aux armes de la France, par des expéditions conduites avec savoir-faire et intrépidité, par Bertrand du Guesclin et Olivier de Clisson. Il sut rétablir dans les finances et l'administration un esprit de sagesse, de fermeté et d'économie. Il encouragea les lettres, les travaux publics, l'agriculture.

V. — Le trésor royal à la mort de Charles V.

Il faut jeter un coup d'œil sur le second inventaire de son trésor, qu'il fit dresser peu de temps avant sa mort (1). Le travail des objets est plus parfait qu'aux époques antérieures. Le goût en est très sûr. Une place énorme y est faite à l'orfèvrerie religieuse, ce qui est traditionnel; on y trouve des *chapelles entières*, collection d'ornements d'autel et de vêtements sacerdotaux. Mais les objets profanes servant aux usages les plus divers y sont aussi très largement représentés.

Ce sont d'abord les « joyaux d'or garnis de pierres », rubrique comprenant les bijoux à l'usage du roi, de la feuë reine Jeanne de Bourbon et de leurs jeunes enfants. Quarante-sept couronnes y figurent et huit ornements de tête. La « très grant, très belle et la

(1) Cet inventaire du mobilier de Charles V a été publié dans les *Documents inédits de l'histoire de France* (1879) avec une introduction de M. Jules Labarte.

meilleure couronne du roi, laquelle il a fait faire » est décrite par l'article premier, qui remplit tout un folio recto et verso.

C'est ensuite une quantité innombrable de statues et de statuettes, de fine joaillerie, de camées, de signets, d'ustensiles de table les plus variés : collection complète des vases en usage pour boire ou pour contenir les liquides, sept douzaines de plats d'or, six douzaines d'écuelles, onze salières d'or monumentales, douze cuillers d'or, trois fourchettes, etc...; des objets de toilette : ceintures, colliers, enseignes, boîtes, d'or « à façon de poire pour mettre poudre ; où dessus est un petit lys ou fruitelet » ; « pierre sainte qui aide aux femmes à avoir enfants » ; « pierre qui guérit la goutte » ; *tanguiers* servant à découvrir et à rejeter le poison, qui montrent les bas procédés de la politique du temps.

Ce trésor avait une valeur presque inestimable. « Si l'on songe que le poids d'un grand nombre de pièces d'or, d'argent doré et d'argent blanc ont été omis, que l'or des anneaux, des signets, et de la monture des camées n'est pas indiqué, en sorte qu'il est impossible de donner le poids total des métaux précieux qui se trouvaient réunis dans ce royal trésor, on reste, en faisant le relevé des poids indiqués, véritablement confondu de ce que sont de telles valeurs, représentées par le chiffre de 3879 marcs d'or, 6184 marcs d'argent blanc. Qu'est-ce, si l'on ajoute au prix intrinsèque des

métaux, la valeur commerciale et artistique des objets et celle des pierres fines, des perles et des camées, qui sont décrits en nombre considérable, et si l'on tient compte de ce fait que l'argent avait entre cinq et six fois le pouvoir du nôtre ? » (1)

L'inventaire comprend encore une bibliothèque riche et variée, composée de livres de piété, de sagesse profane, d'histoire, d'astrologie, suivant la mode du temps. Ces ouvrages forment des œuvres d'art au point de vue de l'exécution matérielle, reliure et miniatures. Les Grandes Heures de Charles V, décrites par Gilles Malet, sont perdues, mais nous avons une de ses Bibles, qui porte une inscription de sa main; en tête de chaque livre est une miniature encadrée dans une belle lettre ornée. La Bibliothèque Nationale possède un grand nombre de livres d'une belle exécution qui ont fait partie de la Bibliothèque de Charles V.

Au règne de Charles V, où la France doit à la sagesse de son souverain de retrouver le prestige de ses armes et l'ordre dans l'administration et les finances, succède le règne d'un fou, sous lequel la France traverse une des périodes les plus critiques de son histoire. Le luxe ne trouve pas un frein dans les malheurs du pays. Il s'affirme avec plus d'excès, plus de rage que jamais, et la corruption des mœurs atteint un degré qu'elle n'a peut-être jamais égalé dans notre histoire.

(1) BAUDRILLART, *op. cit.*, III, p. 276.

VI. — Le luxe royal sous Charles VI.

Les oncles du jeune roi Charles VI sont tous, avec des caractères différents, des hommes de luxe et de jouissance. Le duc d'Anjou, régent de France, est un passionné de l'or, des trésors, des bijoux, des joyaux. Il ne recule devant aucun moyen pour s'enrichir. Gouverneur du Languedoc, il s'y fait détester par ses rapines; il fait condamner à mort des centaines de citoyens, des milliers à la confiscation; il inflige à la ville de Montpellier une amende de 600.000 livres. Il guette la mort de Charles V et fait main basse sur l'argent et les lingots, forçant, sous menace de mort, le trésorier, Philippe de Savoisy, à lui indiquer l'emplacement du trésor (1).

Le duc de Berry donne sans compter aux églises, aux clercs, à son bouffon. Il trouve du moins, dans l'histoire, une excuse à ses prodigalités, c'est d'avoir sérieusement encouragé l'architecture, l'orfèvrerie, la peinture, la miniature. Il a constitué une belle bibliothèque. Il a construit les châteaux de Mehun-sur-Yèvre et de Bicêtre; il s'est fait édifier dans sa ville de Bourges un palais avec une sainte chapelle dotée d'un admirable trésor (2).

Le duc de Bourgogne s'adjuge, à la mort de Charles

(1) LABARTE, *Introduction à l'Inventaire de Charles V.*

(2) DE LA BORDE, *Histoire des Ducs de Bourgogne*, I, p. CXXI, note.

V, la Normandie et la Picardie. Sa cour éclipse par son faste les cours royales d'Europe, mais la magnificence extérieure, la pompe des décors et de la parade y tiennent plus de place que l'art proprement dit.

Plus séduisant par son physique agréable, par la grâce de ses manières et de son esprit est le plus jeune fils de Charles V, Louis d'Orléans, père du poète Charles d'Orléans. C'est un homme de plaisir, d'une religion et d'une moralité élastiques, mais dans une époque où les idées, les sentiments, le luxe s'alourdissent et se matérialisent, il représente l'esprit français déjà précurseur de la Renaissance, la fantaisie légère et gracieuse, l'art empreint de finesse et de bon goût. Dans ses résidences de l'hôtel de Bohême à Paris, de Pierrefonds, qu'il bâtit, il s'entoure de lettrés, d'artistes, de ménestrels; par ses commandes pour lui-même et ses dons aux églises, il donne une vive impulsion à la peinture, à la sculpture, à la verrerie, à l'orfèvrerie (1). C'est aussi un lettré qui mène les joutes de rhétorique (2).

La cour de Charles VI donne le triste spectacle d'un luxe qui tombe dans le vice et la débauche. A vingt-deux ans, Charles VI était usé par l'abus de tous les plaisirs. Sa faiblesse de tête, son éducation frivole et vide, l'extravagance perverse de la jeune reine, tout

(1) AIMÉ CHAMPOLLION-FIGEAC. *Documents paléographiques relatifs à l'histoire des Beaux-Arts au Moyen-Age*,

(2) V. CHRISTINE DE PISAN.

devait faire dégénérer l'amour des jouissances en un impur délire. L'orgie, le vice, la débauche, s'étaient en plein jour, le libertinage se donne libre carrière au milieu des fêtes. Dans cette décadence des mœurs, la reine Isabeau de Bavière supporte devant l'histoire une grosse part de responsabilité. Le rôle de cette reine a été plus néfaste à la morale et aux intérêts nationaux que celui de n'importe quelle favorite. Son orgueilleuse ambition la fait entrer dans des brigues et des complots contre son mari et contre le pays. Elle donne à la cour le scandaleux exemple de ses galanteries, d'un luxe qui n'éblouit que par sa lourdeur, sa versatilité, son indécence, non par sa grâce et son bon goût. Ses robes ont des trains immenses, mais la chair étale sa nudité, à peine voilée par des rivières de pierrieres, que la reine avait mises à la mode, ou laisse insidieusement deviner aux sens ses attraits corrompueurs, par les savantes découpures d'étoffe que les prédicateurs appellent avec une juste sévérité des « fenêtres d'enfer ».

A la cour, ce ne sont que fêtes et mascarades. Le roi et les courtisans s'habillent en sauvages dans un bal de nuit. Charles VI, habillé en satyre, enveloppé dans un sac enduit de poix, faillit être brûlé vif, comme le furent plusieurs de ses compagnons et ne dut son salut qu'à la duchesse de Berri. Tout est prétexte à fêtes somptueuses et ruineuses : fêtes pour les funérailles du grand Connétable Du Guesclin, mort depuis dix ans ;

fêtes pour l'entrée à Paris de la reine Isabeau ; chevauchées d'apparat par tout le royaume. Charles VI prodigue en jeune homme, donne en roi. Son bon cœur, dit un contemporain, fut la plus grande calamité du royaume (1).

Pendant ce temps, le pays est en proie à la misère. Le paysan, écrasé d'impôts, pillé par les routiers, opprimé de tous côtés, las de peiner pour être mal nourri, se cache dans les forêts ou se fait pilleur et voleur de grand chemin. La mortalité, vers 1420, était effroyable. Des bandes de loups couraient les campagnes et la nuit entraient même dans Paris pour enlever les cadavres. Les laboureurs quittaient les champs et se disaient entre eux : « Fuyons aux bois avec les bêtes fauves. Adieu les femmes et les enfants. Faisons le plus que nous pourrons. Remettons-nous en la main du diable. » (2)

Cependant aucune colère n'éclatait contre le roi. Charles VI, que l'histoire appelle le fou, ses sujets l'appelaient le Bien-Aimé. Ils oubliaient leur misère devant celle de leur « cher sire », abandonné de tous, de ses parents, de ses amis gagnés aux Anglais, seul, dans le triste Louvre, avec sa « petite reine ». Quand on porta son corps à Saint-Denis, en tout modeste équipage, avec Bedford comme seul représentant de la

(1) Cité par MICHELET, *Histoire de France*, V, p. 113.

(2) *Journal d'un Bourgeois de Paris*.

famille royale, les petites gens firent éclater leur douleur, se demandant ce qu'ils allaient devenir et redoutant la recrudescence des guerres.

VII. — Charles VII et Agnès Sorel.

Pendant ces tristes années où la France est en grande partie aux mains des Anglais, le dauphin Charles VII, chassé et exclu du trône et réduit au titre ironique de « roi de Bourges », a hérité de cette inconscience morale. C'est un joueur infatigable de harpe et d'épinette. L'année même des Cabochiens, il chantait, courait et « bêlait » la nuit et le jour. Ses goûts personnels cependant sont simples, parfois poussés jusqu'au sans-gêne. Au mariage de son fils Louis, il conduisit la mariée en bottes longues et en jaquette de chasse.

Mais il adore le spectacle du luxe chez les autres et il l'encourage de sa bourse. Il payait les vêtements des filles d'honneur, des officiers de sa cour, des capitaines même. Las d'être traqués, vaguement à l'abri derrière la Loire, le roi et ses partisans, dans leur petite cour de Bourges, se consolent au jour le jour des désastres qui se rapprochent, par l'ivresse et les amusements, que paient les razzias, les emprunts et les impôts.

La favorite Agnès Sorel donne à cette Cour l'exemple du luxe le plus indécent et le plus ruineux. Elle marque son rang par la longueur même de ses traines,

plus longues d'un tiers que celles de n'importe quelle princesse du royaume. Elle prodigue sans compter les étoffes précieuses, dont elle change sans cesse les « attifés » coûteux, les dentelles, les gants, les pierres, les hautes coiffures mêlées de diamants. Ce luxe coûteux est en même temps dépravé. « De tout ce qui à ribaudise et dissolution pouvait conduire en fait d'habillement fut toujours produiseuse et monstreuse, car se découvrait les épaules et le sein par devant jusqu'au milieu de la poitrine » (1).

En 1436, Charles VII rentre à Paris. Sa liaison avec Agnès Sorel y continue publiquement; elle vient à la Cour huit ans après. Pendant six années encore, jusqu'à sa mort, arrivée en 1450, elle gouverne la mode et préside au mouvement du luxe mondain. Elle écrase de sa superbe et de son faste la vertueuse reine Marie d'Anjou. Elle inaugure l'ère du favoritisme politique, qui se continuera jusqu'aux dernières années de la monarchie. Elle fait donner une abbaye, puis l'archevêché de Nîmes, à son neveu, Guillaume Soreau; elle contribue, quelquefois heureusement, à la nomination ou à l'avancement d'officiers de l'armée (2).

Dans les résidences de Beauté-sur-Marne et de Loches, qu'elle tient de la libéralité du roi, elle mène une vie mondaine de fêtes et de chasse; elle fait des donations aux pauvres et aux églises.

(1) G. CHASTELLAIN, *Chronique, Panthéon littéraire*, p. 255.

(2) VALLET DE VIRIVILLE, *Agnès Sorel*, p. 298.

Son élégance s'étend à tout : tapisseries, ornements de lit, riches étoffes, bagues, bijoux, magnifiques diamants finement taillés, linge, vaisselle, cuisine. Elle témoigne d'ailleurs d'un bon goût et de finesse d'esprit, mais sa constante recherche du nouveau n'exclut pas l'indécence, et son influence s'exerce sur les autres femmes de la cour. « Elle n'estudioit qu'en vanité jour et nuit, pour desvoier gens et pour faire et donner exemple aux preudes femmes de-perdition d'honneur, de vergogne et de bonnes mœurs, dont ce fut pitié que la plupart de France et des marches adjacentes, tout le souverain sexe s'en trouva beaucoup ensorcellé. Et fit pareillement la noblesse du royaume, qui, toute quasi donnée à vanité par son exhort et par son exemple se desvoya » (1).

Après sa mort, son influence persiste, les habitudes de représentation se maintiennent. Les mœurs sont aussi dissolues. Agnès Sorel est remplacée dans la faveur du roi par sa nièce, mariée au seigneur de Villequier, qui se tient avec elle. « Elle avait aussy six ou six damoiselles des plus belles du royaulme, de petit bien, lesquelles suivoient le dict roy Charles partout où il alloit et estoient vestues et habillées le plus richement qu'on povoit, et tenaient moult grant et dissolu

(1) GEORGES CHASTELLAIN, *Chroniques*, *loc. cit.*

estat, le tout aux despens du roy et le plus grand estat qu'une royne ne ferait.» (1).

Autour du monarque, « qui vesquit en sa vieillesse assez luxurieusement entre femmes mal renommées et mal vivantes, dont sa maison estoit pleine, ses barons et serviteurs, à l'exemple de luy, consacraient leur temps en voluptez, danses, momeries et folz amours. » (2)

VIII. — Le règne de Louis XI.

Louis XI apparut dans l'histoire comme la réaction incarnée contre le Moyen-Age, aussi bien contre sa morale et son idéal que contre son luxe. Il méprisait la pompe chevaleresque pour ses vertus non moins que pour ses vices, et il dédaignait profondément les pompes théâtrales qui étaient avant lui traditionnellement considérées comme de l'essence de la majesté royale. Ce roi, qui abat la féodalité, agrandit le royaume et réalise son unité politique, ce roi, qui reste, dans l'histoire de France, l'un des plus grands par le génie politique, il vit dans un état de simplicité que la légende a sans doute encore accentué. Il loge modestement aux Tournelles, il n'augmente pas son train de maison de dauphin exilé. Au lieu d'imiter les seigneurs et de

(1) *Mémoires de Jacques du Clerc, Panthéon littéraire*, p. 95.

(2) CLAUDE DE SEYSEL, *Histoire du roy Loys douzième*, p. 35.

faire du faste un instrument de domination royale, c'est par la politique qu'il vainc la féodalité. C'est un roi du peuple contre les grands, et sa simplicité même est un instrument de gouvernement. A Plessis-les-Tours, il vit entre son barbier et son exécuteur des hautes-œuvres, « toujours de fort court habillé et si mal que pis ne se pouvait » (1). « Son pourpoint est de drap grossier rapiécé, il couche dans un lit sans clinquant ni franges façonnées. « Il allait, dit Brantôme (2), maintes fois de rue en rue, de maison en maison, dîner et souper chez l'un et chez l'autre, parlant privément à chacun. » Chez lui, « il mangeait la plupart du temps en commun, à pleine salle, avec des gentilshommes de ses plus privés, et celui qui lui faisait le plus lascif conte des filles de joie il était le mieux venu et le plus festoyé. C'était un bien grand scandale que celui-là. » Il est d'une avarice sordide. Dans les mémoires des dépenses de sa maison, on trouve des notes de « vingt sols pour deux manches neuves à son vieil pourpoint » ou bien « quinze deniers pour une boîte de graisse pour graisser ses bottes ». Mais cette avarice se réduit à sa personne. S'agissait-il de l'intérêt public, il ne regardait pas à la dépense la plus large : « il prenait tout et dépensait tout, » (3)

(1) COMMINES, cité par Quicherat, *Histoire du costume*, ch. XIII, p. 292.

(2) BRANTÔME, *Œuvres*, IX, p. 469.

(3) COMMINES, *Chroniques*, II, p. 114.

Cet or, que ses prédécesseurs consacraient en fêtes, en tournois, en bijoux et trésors, en costumes, Louis XI l'employait à acheter des villes, à gagner des ennemis, à soudoyer des consciences.

Vers la fin de sa vie, Louis XI se vêtit avec plus de recherche, il eut une petite cour. Mais c'est encore la simplicité et l'économie : ses musiciens, ce sont des bergers du Poitou qui chantent devant lui en s'accompagnant de bas et doux instruments, des pâtres en jupe, sorquenie, lodier et gamache. La reine, la pieuse Charlotte de Savoie, donne le même exemple de simplicité un peu mesquine.

IX. — Le luxe royal sous Charles VIII.

Sous Charles VIII se forme la vraie cour, avec les jeunes seigneurs, dont le rôle politique est terminé et qui ne vont plus, jusqu'à la fin de la Monarchie, faire figure que d'une domesticité élégante. Son influence ne sera d'ailleurs pas négligeable sur le raffinement de la civilisation, des mœurs, de la conversation, de l'esprit littéraire. Anne de Bretagne introduit à la cour les « filles d'honneur ». Elles y apporteront l'intrigue, la galanterie et la faveur, mais avec celles-ci le luxe plus policé et plus aimable.

Charles VIII porte le faste du costume jusque dans les expéditions militaires. Quand il partit pour l'Italie, il était vêtu « d'un sayon de velours cramoisi, déchi-

quêté sur blanc et violet par moitié, et l'autre moitié était de velours gris. Par dessus le dit sayon avait un manteau en écharpe, merveilleusement brodé d'or.» (1). Ses laquais étaient vêtus de velours et de drap d'or et le pourpoint de brocart. Les harnais de ses chevaux étaient plaqués de métaux précieux.

X. — La maison royale sous Louis XII.

La maison royale se transforme sous Louis XII. Au faste de son prédécesseur succède un esprit d'économie. Le nouveau roi réprouvait le luxe ostentatoire et frivole et n'admettait que le « solide ». Par sa sage politique, il mérite le nom de « père du peuple ». Il aimait mieux, disait-il, voir les courtisans « rire de son avarice que le peuple pleurer de ses prodigalités ». Secondé par son ministre Georges d'Amboise, uni dans la même popularité, il réprime la licence des armées, il protège le paysan contre la soldatesque, il fait remise du don de joyeux avènement qui s'élevait à 300,000 livres, il diminue la taille de plus du tiers. La diminution des impôts, qui soulage le peuple, est compensée par le développement de la vénalité des charges, qui donne à la bourgeoisie accès aux affaires et développe sa puissance.

Sous ce roi sage et économe, ce sont les reines qui

(1) QUICHERAT, *op. cit.*, chap. X, p. 129.

maintiennent et développent la représentation royale et le faste de la Cour. Anne de Bretagne a sa cour de dames et même ses gardes. « Elle avait, dit Brantôme, une très grande suite et de dames et de filles, et n'en refusa jamais aucune; tant s'en faut qu'elle s'enquêroit des gentilshommes leurs pères, qui estoient à la cour, s'ils avoient des filles, et quelles elles estoient et le leur demandoit. J'ai eu une tante de Bourdeille qui eut cet honneur d'estre nourrie d'elle, mais elle mourut en sa cour à l'âge de quinze ans... Sa cour estoit une fort belle escole pour les dames, car elle les faisoit bien nourrir et sagement, et toutes, à son modèle, se faisoient et se façonnoient très sages et vertueuses. (1)

Elle s'était institué une garde de cent gentilshommes, Bretons pour la plupart, « qui jamais ne failloient, quand elle sortoit de sa chambre, fust pour aller à la messe, ou d'aller se promener, de l'attendre sur ceste petite terrasse de Blois qu'on appelle encore la Perche aux Bretons, elle-même l'avait ainsi nommée.» (2).

Ses largesses envers les courtisans contrastaient singulièrement avec l'esprit d'ordre et d'économie du roi. « Et d'autant que le roy ne faisoit des dons ruineuses, pour lesquels entretenir il eust fallu qu'il foullast son peuple, ce qu'il fuyait comme la peste, elle sup-

(1) BRANTÔME, *Dames illustres*, t. VII, discours premier.

(2) BRANTÔME, *Dames illustres*, t. VII, discours premier.

pléoit à son desfault, car il n'y avoit grand capitaine de son royaume à qui elle ne donnast des pensions, et fist des présents extraordinaires, ou d'argent ou de grosses chaînes d'or, quand ils alloient en quelque voyage ou en retournoient, de mesme en faisoit des petits, selon leurs qualités aussy; et tous couroient à elle, et peu en sortoient d'avec elle mal contents » (1).

La reine Anne fut pleurée des artistes et des lettrés. Louis XII épousa Marie d'Angleterre qui, presque fillette encore, ne rêvait que bals, tournois et festins. Pour lui complaire, le vieux roi la mena de fêtes en fêtes, désorganisant sa vie monotone de bon bourgeois rangé.

L'absence de toutes discordes civiles depuis vingt ans, le bon ordre maintenu par une administration régulière et vigilante, la sécurité des personnes et des propriétés assurée avaient fait du règne de Louis XII un des plus heureux qu'ait connus l'histoire; ce « Père du Peuple » emporta en mourant les regrets unanimes de la bourgeoisie et des gens de petite condition.

La noblesse, lasse d'un règne économe et sage, allait trouver sa revanche sous le règne fastueux et brillant de François I^{er}, qui introduit à la Cour de France tout l'éclat de la civilisation de la Renaissance.

(1) BRANTÔME, *loc. cit.*

§ 3. — **LE LUXE ECCLESIASTIQUE. —
LA COUR D'AVIGNON.**

I. — **Le faste de l'Eglise.**

Nous avons vu, au cours de la période sinistre que traverse l'histoire nationale aux XIV^e et XV^e siècles, le luxe royal se développer jusqu'à la folie, en dépit des circonstances, et tomber dans la grossièreté et la dépravation. Seul, le règne de Charles V fut un point lumineux dans ce sombre tableau. Les particuliers suivent l'exemple du roi et de sa cour. La décadence morale s'étend à la noblesse et même à la bourgeoisie, trop souvent servile imitatrice d'une classe au niveau de laquelle elle aspire à s'élever par le faste. Les riches financiers, les opulents ministres constituent, à côté de la noblesse, une nouvelle aristocratie, celle de l'argent et du fonctionnarisme, comme, dans le Tiers-Etat, se développe l'aristocratie des bourgeois enrichis par le commerce et l'industrie.

L'Eglise elle-même donne le spectacle d'un faste corrompu. La papauté établie à Avignon étale le scandale d'une cour livrée aux plaisirs. Cette cour attire les artistes, encouragés par des papes et des cardinaux, qui font construire des palais et de riches maisons de plaisance et les font décorer par les peintres les plus illustres. Elle attire aussi les savants et les lettrés. Mais si elle donne le spectacle d'une civilisation plus

raffinée, où l'esprit et l'art, le droit même, ont plus de part qu'à la cour royale, les goûts de luxe et de vie facile des papes et des cardinaux y développent aussi des mœurs mondaines et sensuelles; trop de femmes élégantes, de brillantes courtisanes figurent à cette cour et font oublier aux plus hauts dignitaires de l'Eglise les principes de la morale chrétienne. Le dogme même est mis en discussion, dans ces entretiens légers où tous les sujets sont abordés, où toutes les idées sont admises à s'exprimer, et il devient, pour ces ecclésiastiques aux mœurs trop faciles, une gêne comme les préceptes de la morale.

Aussi la papauté perd de son prestige aux yeux même des catholiques. Quelle autorité l'Eglise aurait-elle désormais pour lancer l'anathème contre la décadence des mœurs, lorsque ses chefs en donnent l'exemple? Pétrarque ne cesse d'attaquer, dans les termes les plus vifs, cette vie corrompue de la cour d'Avignon. «Avignon est devenu un enfer, la sentine de toutes les abominations. Les maisons, les palais, les églises, les chaires du Pontife et des cardinaux, l'air et la terre, tout est imprégné de mensonge; on traite le monde futur, le jugement dernier, les peines de l'enfer, les joies du paradis, de fables absurdes et puériles.» (1) Ce sera là un des principaux arguments de la Réforme, qui se présentera comme une morale

(1) PÉTRARQUE, *Eglogae* VI.

plus pure aussi bien que comme un dogme plus rationnel.

II. — La satire contre l'Eglise.

Ces mœurs finissent par supprimer tout respect pour les princes, de l'Eglise et leur faste est critiqué avec une verve mordante et audacieuse. Des lettres sont composées, qui sont censées émaner de Satan lui-même, et sont adressées *ad malos principes ecclesiasticos*, au pape Clément VI lui-même et à ses cardinaux. « Nous vous rendons toutes sortes d'actions de grâces, écrit Lucifer. Persévérez, et par votre précieux secours, nous aurons bientôt reconquis le monde entier. Cependant, pour nous seconder, nous vous envoyons d'ici quelques-uns de nos plus habiles sâtrapes qui, admis dans vos conseils, travailleront à nous assurer la victoire. Nous vous recommandons nos très chères filles, la superbe, l'avarice, la fraude, la luxure et les autres, mais surtout dame Simonie, qui vous a mis au monde et nourris de son lait. Croyez-moi, ce que vous faites n'est point péché. Vous n'êtes point fastueux, car la magnificence est un devoir de votre état. Vous n'êtes point avarés, car vous n'amassez qu'à pour St-Pierre... » La lettre est datée du centre de la terre et du palais des ténèbres, tous les démons étant assemblés en consistance de douleur; elle est contresignée : Béalzébuth,

votre spécial ami Parfarrallus, et Catabrigo, secrétaire (1).

Cette satire perd évidemment de sa vigueur, en affectant la forme bouffonne chère à ces siècles. Mais les représentants de la saine doctrine chrétienne ne sont pas moins sévères. Sainte Brigitte suppose une scène de purgatoire, où elle reproduit les mêmes griefs avec une imagination qui caractérise bien aussi cette époque. Un cardinal vient de mourir; quatre Ethiopiens tout noirs lui préparent quatre chambres qu'il doit traverser. Il y a dans la première les plus beaux habits; dans la seconde, la plus riche vaisselle d'or et d'argent; dans la troisième, des mets et des parfums recherchés; dans la quatrième, des chevaux de prix. Le cardinal subit tour à tour, dans chacune de ces quatre chambres, différents supplices, le froid, le chaud, la morsure des serpents, les éclats de la foudre, pour expier le mauvais usage qu'il avait fait des biens des pauvres et il ne cesse de s'écrier : Malheur à moi ! (2).

L'autorité ecclésiastique élevait, elle aussi, parfois sa voix suprême contre le luxe et les mœurs du clergé. Dans un consistoire, Urbain VI adresse en termes sévères aux cardinaux les mêmes reproches : orgueil, mollesse, rapacité, luxe insolent, mobile ou accompagnement de la plupart de ces vices.

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. XXI.

(2) *Loc. cit.*

§ 4. — LE LUXE PRIVE AUX XIV^e ET XV^e SIECLES.

I. — La noblesse et le luxe.

A. — Décadence morale de la noblesse.

A l'exemple de la maison royale, la noblesse accuse, pendant cette période, les mêmes traits de mœurs décadentes et de luxe dépravé. A mesure que s'est faite l'unité politique du royaume, son rôle et son influence féodales disparaissent. Elle est réduite à l'état de classe sans fonction, à côté de la bourgeoisie qui s'empare, avec la vénalité des charges, avec le commerce et l'industrie, de l'administration et de la fortune. Cette noblesse ne trouve pas dans le travail, qu'elle s'interdit, un moyen de relever son prestige. La chevalerie avait fait d'elle une caste militaire, mais la dissolution des mœurs et l'amollissement qui ont suivi les croisades, lui font perdre même le goût des combats et le courage militaire, pour ne garder de l'esprit militaire que le goût de la parade et de la représentation.

Grave symptôme de décomposition morale, le patriotisme fléchit dans la noblesse. Cette classe, qui incarnait la loyauté chevaleresque, le sentiment militaire, est accusée, par de graves écrivains, de recevoir, pour entretenir son luxe, de l'argent de l'étranger. Sous Philippe de Valois, « les nobles et les grands, écrit Mézeray, dégénèrent de la frugalité de leurs ancêtres,

et, s'étant plongés dans le luxe et les voluptés, trouvoient le roi anglais extrêmement libéral. Ils prenoient de l'argent de lui pour entretenir leurs folles dépenses, et lui vendoient lâchement leur fidélité. » (1)

Déjà les auteurs du temps accusent le luxe et la mollesse des mœurs qu'il engendre, de la perte de la bataille de Crécy, dûe à la déshonnêteté des habits... « Ce n'est pas merveille, si Dieu voulut corriger ces excès des Français par son fléau, le roi d'Angleterre. » C'est aussi le luxe qui est coupable de la terrible défaite de Poitiers, qui livre la France aux Anglais. « Les voilà ces beaux fils, qui aiment mieux porter perles et pierreries sur leurs habits, riches orfèvreries à leur ceinture et plumes d'autruche à leur chaperon que glaives et lances au poing. Ils ont su despendre (dépenser) en tels bobans et vanités notre argent levé sous prétexte de guerre, mais pour férir sur les Anglesches, ils ne le savent mie. » (2)

B. — Conséquences du luxe de la noblesse.

Cette noblesse qui ne travaille pas, qui considère le luxe comme un attribut, comme un privilège de sa classe, elle dépense de plus en plus, elle s'endette. Déjà les croisades avaient mis de nombreux sei-

(1) MÉZERAY, *Abrégé chronologique de l'Histoire de France*, t. VI, p. 288.

(2) *Chronique de Saint-Denis*,

gneurs aux mains des usuriers juifs et entraîné une certaine division de la propriété foncière. Avec les progrès du luxe et la décadence des mœurs, les nobles trouvent naturel d'accumuler les dettes et de ne pas payer leurs créanciers. Réclamer de l'argent à un seigneur, c'est presque un crime de lèse-noblesse et il y répond volontiers par l'insolence ou la raillerie. Pour régler ses dettes, la royauté avait trouvé l'altération des monnaies. Les seigneurs tâchent d'obtenir quelque ordonnance royale, qui les mette à l'abri derrière la loi, en les exemptant d'une partie de leur dette ou en leur accordant un « moratorium » jusqu'à la fin de la guerre.

Ces embarras pécuniaires de la noblesse entraînent une double conséquence politique.

D'une part, une transformation dans la conception du service militaire. Porter les armes, c'était auparavant, un droit pour les seigneurs, un honneur. L'idée de service libre et désintéressé fait place à l'idée de service payé. Pendant les guerres contre les Anglais, la noblesse exige une paye pour le service militaire. Le roi, qui la tient par là, s'y prête volontiers; le hautain seigneur en arrive à marchander son salaire. Sous Philippe VI, il touche dix sous par jour; sous le roi Jean, il en exige vingt, et le seigneur banneret en reçoit quarante. (Le sou, vingtième partie de la livre, avait un pouvoir d'achat supérieur à celui d'un franc aujourd'hui.)

Seconde conséquence : Pour payer ces soldes élevées, le roi est obligé de réunir les Etats plus fréquemment, parce que c'est eux qui doivent consentir les dépenses publiques et l'impôt. Les excès même du luxe, par la nécessité de les réprimer, de les prévenir, ou d'en solder l'arriéré, poussent ainsi aux libertés publiques et aident à l'avènement des pouvoirs de contrôle financier.

C. — Caractères du luxe nobiliaire.

Le luxe de l'armée et de la flotte, déjà fort développé au moment des croisades, a pris au XIV^e siècle des proportions abusives. Les chroniques du temps décrivent avec complaisance la magnificence de la flotte préparée pendant la minorité de Charles VII, en vue d'une descente en Angleterre, en 1387. Cette flotte comptait 1287 vaisseaux au port de l'Ecluse, tandis que, de son côté, le connétable en rassemblait une autre à Tréguier. « On frabriquait une ville en bois, qui devait être emportée en Angleterre, et dont toutes les pièces pouvaient sur-le-champ s'assembler, afin qu'on pût s'y loger en arrivant. C'était, parmi les seigneurs à qui embarquerait les plus riches provisions, à qui ornerait avec le plus de splendeur les vaisseaux qui leur étaient destinés et où l'on ne voyait que peintures et dorures sur les mâts; tout était blasonné et couvert d'armoiries; les voiles étaient aux couleurs de chaque cheva-

lier; les bannières, les guidons, les pavillons de riche étoffe flottaient aux vents. Le sire de La Trémoille avait dépensé une somme énorme à embellir son vaisseau; celui du duc de Bourgogne était tout peint au dehors en or et en azur; il déployait cinq grandes bannières aux armes du duché de Bourgogne, du comté de Flandre, du comté d'Artois, du comté de Rethel et du comté de Bourgogne; quatre pavillons de mer à fond d'azur et à queue blanche, trois mille étendards avec la devise du duc; sans doute prise pour la circonstance, mais qu'il conserva toujours : « Il me tarde ». On l'avait aussi brodée en or sur les voiles, avec des marguerites à l'entour » (1).

Tout ce faste fut déployé en pure perte : l'expédition contre les Anglais n'eut pas lieu.

Le goût se pervertit et se corrompt de plus en plus dans le costume. Les chevaliers se couvrent de pierres, de perles, de découpures, de papillottes, de broderies, de plumes, « image de leur légèreté » dit Mézeray. Les souliers à la poulaine s'allongent de plus en plus; ils finiront par atteindre deux pieds de long et l'art s'exercera sur eux jusqu'au grotesque et à l'absurde. Dans le livre de *Mandevie*, en 1340, Jean Dupin peint et critique en termes énergiques la corruption publique. Il reproche à la noblesse de ne rien faire « sans loyer »; il attaque la vénalité des hommes en place. Il censure

(1) FROISSARD, *chroniques*; *Chronique de Saint-Denis*.

les modes dissolues des femmes; leurs courtes robes et demi-mantelets; leur habitude de parler très laide-ment quand elles sont entre elles seules, de se farder et peindre pour leurs amis (1).

La chronique de St-Denis tourne en ridicule les robes des hommes, si courtes qu'en se baissant, ils « montraient leurs braies » à ceux qui étaient derrière, si étroites « qu'il leur falloit aide pour les vestir et les despouiller, et sembloit qu'on les escorchât... Et les autres avoient robes froissées sur les reins comme femmes; aussi portoient une chausse d'un drap et l'autre d'un autre et leur venoient leurs cornettes et leurs manches près de terre et sembloient mieux jongleurs que autres gens » (2).

La période du luxe le plus dissolu commence avec Charles VI. Le désordre et le vice s'étalent sans retenue. Les femmes tirent après elles d'immenses traînes et portent sur la tête des cornes qui donnent un air d'effronterie, mais leur corps est à peine voilé ou se laisse deviner à travers les étoffes découpées avec une ingénieuse luxure. « Les dames et demoiselles, dit Juvénal des Ursins, menaient grands et excessifs estats, et cornes merveilleuses, hauts et larges, et avoient de chacun costé, au lieu de bourbées deux

(1) V. dans Aimé Champollion-Figeac, *Documents paléographiques pour servir à l'histoire des Beaux-Arts*, Ch. V.

(2) *Chronique de Saint-Denis*.

grandes oreilles si larges que, quand elles voulaient passer l'huis d'une chambre, il fallait qu'elles se tournassent de côté et se baissassent. »

A l'époque d'Isabeau de Bavière, les modes masculines et féminines se confondent. Les dames portent de très longues houppelandes, des chaperons à cornette, des bottes, des gants de peau de chamois ou de chien. Les costumes des hommes sont extravagants. Le frère de Charles VI, le duc d'Orléans, pourtant homme de goût, porte des robes sur lesquelles « est escript de broderie tout au long le dit de la chanson *Madame, je suis plus joyeux* et notée tout au long sur chacune des dites manches, 568 perles pour servir à former les notes de la dite chanson, or il y a 142 notes c'est asavoir pour chaque notte 5 perles ou quarrées... » (1). L'imagination en matière de modes atteint un degré qui confine à la folie. L'habillement le plus habituel à la cour ne s'appelle-t-il pas d'ailleurs « costume de folie ? » Le jeune roi n'aime que les modes étranges, allemandes, bohémiennes, et la cour s'empresse de les adopter après lui : fausses épaules ou maheustres, vêtements « mi-partie tout blancs ou tout jaunes d'un côté, tout écarlates de l'autre ; costumes bariolés ; broderies reproduisant les formes grimmaçantes des

(1) Ordonnance pour payer 276 livres, 7 sols, 6 deniers tournois pour 960 perles destinées à orner une robe, citée par Baudrillart, *op. cit.*, III p. 289, note 1.

gargouilles déglise. Charles VI avait une robe « surchargée d'hirondelles d'orfèvrerie tenant dans leurs becs un bassin d'or, tellement qu'il y avait quatorze cents de ces bassins suspendus aux diverses pièces du costume » (1).

Le bon goût, l'art véritable n'ont aucune part dans ces exagérations d'une imagination dépravée et dissolue. Le luxe du costume se caractérise par un double trait, bizarrerie des tons et des formes, richesse de la matière. Les vêtements sont couverts de broderies et de pierreries. Les hommes comme les femmes sont aussi ornés que des chasses. Rien que sur la coiffe d'Isabeau de Bavière, on compte quatre-vingt-treize diamants, des saphirs, des rubis, des perles innombrables. Les hommes portent d'énormes colliers d'or, qui leur tombent sur la poitrine. Les femmes ruissellent de bracelets, de colliers, de bijoux. Le plus bel exemple de ce faste quasi oriental, ce sont les noces, à Cambrai, en 1385, du fils aîné du duc Philippe le Hardi de Bourgogne, avec Marguerite de Bavière, et de Guillaume de Bavière avec Marguerite de Bourgogne. Les cinquante chevaliers de la suite du duc sont en velours vert; deux cent quarante officiers sont habillés en satin de la même couleur, toute la livrée, en vert et en rouge; les dames sont parées d'étoffes d'or et d'argent venues de Chypre et de Lombardie,

(1) VALLET DE VIRIVILLE, *Isabeau de Bavière*,

et couvertes, par la libéralité du duc lui-même, de rivières de diamants; les joyaux de la couronne de France servent à la parure de la duchesse de Bourgogne, de sa fille et de sa belle-fille, le festin est servi par les grands officiers de la couronne, montés sur leurs chevaux de parade (1).

L'imagination une fois lancée sur cette piste, le luxe devait revêtir rapidement un troisième caractère. L'extrême diversité était un de ses traits essentiels. Chaque jour il faut changer la forme, la couleur de ses robes et la forme des chaussures. Les seigneurs eux-mêmes se font créateurs; ils imaginent pour les damas, les brochés, les velours, des dessins qu'ils font exécuter en couleur sur toiles, et qu'ils expédient pour être façonnés par les tisseurs de Florence (2).

Qui le croirait ? La simple et chaste héroïne de la délivrance de la France n'échappe pas elle-même au grief de luxe militaire. Outre le crime d'avoir revêtu le costume masculin, condamné par l'Ecriture, l'acte d'accusation lui reproche de s'être montrée « orgueilleuse en habits », de s'être affichée « par la pompe d'habillements enrichis d'or et de fourrure, en mettant par dessus ses courtes hardes des tabards et des sur-touts fendus sur les flancs; fait notoire, s'il en fut,

(1) V. *Les Chroniques de Froissart*.

(2) QUICHERAT, *Histoire du costume*.

puisque le jour où elle fut prise, elle avait sur le corps une huque en drap d'or, ouverte de tous les côtés. » (1)

Aucune fortune ne peut résister à cette démenche du luxe, à ce gaspillage de costumes sans cesse renouvelés, à cette débauche d'étoffes de prix et de pierres. La noblesse, nous l'avons vu, ne paie pas ses dettes. Pour continuer un pareil train, on se fait vénal et traître, comme La Trémoïlle, bandit, comme le connétable de Richemond, qui mène ses gens d'armes « à la proie », ou bien on se vend au démon : c'est le siècle des sorcelleries, du satanisme. Dans son repaire de Tiffauges, entouré des nécromants, des souffleurs qu'il fait venir du Maine, de la Bretagne, du Poitou surtout, Gilles de Rais s'acharne à la poursuite du grand œuvre. À la tombée de la nuit, il rôde par les villages, guettant les petits enfants dont il faut le sang pour les philtres. Mais sous trop d'atrocités, la raison du Maréchal succombe et ce compagnon de gloire de Jeanne d'Arc, cet aventureux soldat des guerres anglaises meurt de la main du bourreau, sur une place publique, comme un bandit de grand chemin.

II. — La bourgeoisie et le luxe.

De la noblesse, le luxe a gagné les sphères de la

(1) DESJARDINS, *Vie de Jeanne d'Arc*, art. 13 et suiv. de l'acte d'accusation, p. 341.

haute, puis de la moyenne bourgeoisie. Le luxe est un élément extérieur de prestige, d'influence trop important pour que les bourgeois enrichis dans le commerce ou la finance ne cherchent pas à surpasser en cette matière les nobles, qui ont fait du faste et de la représentation un instrument de domination et de prestige pour leur classe. A partir de Philippe le Bel, la royauté, maîtresse et sûre de sa force, groupe autour d'elle la féodalité vaincue qui, délaissant la tristesse des manoirs pour le centre de civilisation qu'est devenue la capitale, se fait construire, pour y vivre désormais, de somptueux hôtels.

Eux aussi, les représentants de la nouvelle aristocratie bourgeoise ont leur hôtels, qui ne cèdent en rien à ceux des seigneurs, sous le rapport du luxe et de la magnificence. Il suffit de citer l'hôtel Barbette, hôtel du financier Barbet, prévôt de Paris sous Philippe le Bel, et qui devint ensuite la résidence d'Isabeau de Bavière; — l'hôtel d'Enguerrand de Marigny, l'hôtel de Charles de Savoie, chambellan et favori de Charles VI; les quatre hôtels de Jean de Montaigu; — celui surtout de Jacques Cœur, le grand argentier de Charles VII.

La tenture et l'ameublement, au XIV^e et au XV^e siècles, s'enrichissent d'ornementations nouvelles, comme le cuir décoré par gaufrages ou estampage, qui devint un des plus beaux procédés de décoration intérieure, les *cordouans d'Espagne* rehaussés de gravures au

fer chaud avec arabesques et ornements tranchant en tons vifs sur un fonds d'or ou d'argent.

Le meilleur témoignage que le luxe s'est répandu, c'est que le luxe a dans la capitale des moyens d'approvisionnement, non seulement dans des boutiques, mais dans une grande halle, dite des Champeaux, où l'on trouve des quantités innombrables de draps, de fourrures, de soieries, de tous objets d'habillement ou de parure; couronnes, tresses, bonnets, peignes, besicles, ceintures, boucles, bourses, gants, colliers, bijoux, orfèvreries, art du livre dans toutes ses variétés (relieurs, parchemineurs, imagiers, enlumineurs...

Si, dans l'architecture et le mobilier, le luxe conserve un caractère vraiment artistique, la bourgeoisie tombe dans les mêmes excès que la noblesse pour les costumes. Au temps de Louis XI, les prédicateurs tonnent contre l'indécence des modes féminines. « Par détestable vanité, elles font faire leurs robes si basses à la poitrine et si ouvertes sur les épaules qu'on voit bien avant dans leur dos et si étroites par le haut du corps qu'à peine peuvent-elles dedans respirer et souventes fois grand douleur y souffrent pour faire le gent corps menu... » Dites-moi, êtes-vous bien mirées, lavées, époussetées aujourd'hui ? Plût à ma volonté que fussiez aussi soigneuses de nettoyer vos âmes. Mais

(1) QUICHERAT, *op. cit.*, chap. XIII, p. 310.

non, vous êtes inscrites au livre des damnées ; votre chambre est toute marquée avec les diables » (1).

La moyenne bourgeoisie partage la contagion du luxe. Elle aime à se parer richement et adopte les modes des seigneurs, même les plus excentriques : habits mi-partis, houppelandes et chaperons bicolores. L'industrie et le commerce rendent de plus en plus accessibles tous les accessoires du luxe.

Les assemblées nationales elles-mêmes s'inquiètent de ce développement du luxe dans le peuple. Sous Charles VIII, l'orateur des Etats déclare : « Chacun est maintenant vêtu de velours et de draps de soie, qui est une chose bien dommageable à la richesse et aux mœurs de ce royaume, car il n'y a ménétriers, varlets, barbiers ou gens d'armes qui n'aient colliers et signes d'or aux doigts comme les princes et n'est ni mal ni trahison qu'ils ne fassent pour continuer leur état. »

La dissipation entraîne, avec la décadence des mœurs, le développement du libertinage et des jeux de hasard.

La fièvre des atours, des beaux costumes et des parures s'empare des filles du peuple. Elles cèdent à l'appât des plaisirs partagés avec les riches. Pour les attirer, leur misère n'hésite pas à se parer des apparences de la toilette à imiter les allures des femmes de qualité. Pour éviter ces excès du luxe chez les « filles folles », le roi Saint Louis avait dû prendre les mesures les plus rigoureuses : saisie des vêtements,

saisie même de la maison où elles vivaient; bannissement en cas de récidive.

Juvénal des Ursins témoigne que la passion du jeu avait pénétré de la noblesse dans le peuple et il indique la singulière et dangereuse mesure à laquelle avait dû recourir la royauté pour y remédier: « Le conseil du roi, réfléchissant à l'avantage qu'avaient donné aux Anglais ces francs-archers, tirés des communes d'Angleterre, dont le courage et l'adresse avaient décidé les batailles de Crécy et de Poitiers, songea à procurer cet avantage au royaume de France. En même temps, on profita de l'occasion pour interdire sévèrement tous les jeux de dés, de cartes et de paume, qui s'étaient introduits dans le peuple à l'imitation de la cour, en les remplaçant par les exercices de l'arc et de l'arbalète.

C'était une belle ordonnance, qui aurait été bien utile pour les guerres à venir. Elle plut beaucoup au peuple; il prit goût à ce jeu de l'arbalète. Il n'y avait pas jusqu'aux petits enfants qui n'y devinssent adroits. Mais bientôt on eut peur que le commun peuple ne connût sa force et ne devînt plus puissant que les princes et les nobles. Il fut défendu par le roi de continuer ces exercices, sauf dans certaines compagnies d'arbalétriers. Le peuple retourna comme auparavant aux mauvais jeux de hasard » (1).

(1) JUVÉNAL DES URSINS, cité par de Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*.

III. — Les prédicateurs contre le luxe.

Comme aux siècles précédents, les moines austères font une guerre acharnée à ces modes coûteuses ou burlesques, aux vices qu'engendre le luxe. Certains, comme le carme Thomas Connecte et le cordelier Richard, attirent à leur parole éloquente et hardie des foules innombrables; ils n'épargnent personne, même les gens d'Eglise, qui feront brûler le premier à Rome comme hérétique (1434). Ils font la guerre aux hautes coiffures appelées *hennins*, aux *cornes* des coiffures, aux jeux, cartes, dés, damiers, quilles, aux voiles à queue, aux mandragores et objets de sorcellerie. Ils recourent même à « l'action directe ». Ils poussent les enfants à faire des auto-da-fés avec tous les objets condamnés. Mais les hennins et les cornes, qui disparaissent à leur voix, reparaissent dès qu'ils ont le dos tourné...

Frère Antoine Fradin, sous Louis XI, obtient le même succès d'éloquence. Il n'attaque pas seulement le luxe et les vices des particuliers, mais même les abus publics. Louis XI s'en émut et fit, non sans peine et sans protestations de la foule, interdire les attroupements et « mettre hors le bon cordelier » (1478) (1).

Deux prédicateurs surtout ont laissé des noms dans cette période. Leur censure du luxe est vivante et

(1) DE BARANTE, *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. VII, livre III.

réaliste; elle mêle aux exemples familiers, suivant le goût de l'époque, l'histoire, les légendes, les allégories qui se retrouvent dans les mystères. Par leur précision, ils nous font connaître bien des détails des costumes ou de la toilette d'alors. Mais ils atteignent parfois à l'éloquence, en tirant de ces faits particuliers des mouvements de haute envolée : « Pécheurs mondains, s'écrie Maillard, êtes-vous dans l'état où vous voudriez mourir ? Vous, femmes, qui étalez vos belles poitrines, votre col et votre gorge, voudriez-vous mourir dans l'état où vous êtes ? » « O ville de Tours, déclare Menot, l'orgueil prostitue tes filles. La femme d'un *cordouanier* porte une tunique comme une duchesse; avec 500 livres de rente, on a chiens, chevaux et maîtresses; avec 1200, on est l'ami d'un comte, on a maison de ville et de campagne » (1).

IV. — Le peuple et le luxe.

Contre le luxe et le vice, la religion et la morale ne sont pas seules invoquées. Le souffle révolutionnaire apparaît dans Menot; il parle au nom de pauvres gens, qui paient les frais du luxe, et il en parle en termes parfois d'une haute envolée. « Messieurs du Parlement, s'écrie-t-il, faisant allusion à la grande rosace

(1) LECOY DE LA MARCHE, *La Chaire chrétienne au Moyen-Age*.

vermeille du Palais, ont la plus belle rose de France ; mais cette rose a été teinte du sang des pauvres, criant et pleurant. Aujourd'hui, Messieurs, de la justice portent de longues robes et leurs femmes s'en vont vêtues comme des princesses. Si leurs vêtements étaient mis sous le pressoir, le sang des pauvres en découlerait » (1).

Déjà le doux Alain Chartier, dans son *Curial*, dans son *Quadrilogue*, dans la *Complainte du pauvre commun et des pauvres laboureurs de France*, dépeignait le contraste des excès fastueux de la noblesse, au milieu des maux traversés par la France, avec la misère et l'oppression dans lesquelles était tenu le menu peuple.

Cette animosité du peuple contre le luxe des classes plus élevées, elle n'est pas seulement dans les sermons des prédicateurs et dans les vers des poètes. Elle pénètre profondément les masses, et elle se manifeste par des mouvements révolutionnaires. Dans ces insurrections populaires, au sentiment démocratique plus ou moins confus se mêle la haine du riche, dont le luxe opprime le pauvre et excite son envie. Les scènes de pillage accompagnent les revendications politiques.

Nous avons vu les seigneurs, réduits à une domesticité oisive, oublier l'esprit désintéressé de la chevalerie

(1) V. LECOY DE LA MARCHE, *La Chaire Chrétienne au Moyen-Age*, *passim*.

pour l'intérêt et la vénalité. Les exigences de leur faste les entraînent à la domination, à la spoliation. Un cardinal et légat du pape, Jacques de Vitry, s'élève contre leur oppression et leurs rapines. « Les seigneurs, dit-il, malgré les titres pompeux et les dignités dont ils s'enorgueillissent, ne laissent pas d'aller à la proie... Ils ne respectent rien, pas même les biens des monastères, des églises, d'où ils enlèvent les objets consacrés au saint ministère... Sur les chemins publics, vous les voyez, couverts de fer, attaquer les passants sans épargner les pèlerins et les religieux. C'est pour fournir à leurs prodigalités, à leur luxe, à leurs superfluités, à de folles dépenses, aux vanités du siècle; c'est pour paraître joyeusement dans les tournois, pour payer leurs usuriers, pour entretenir des mimes, des jongleurs, des parasites, des histrions et des flatteurs, vrais chiens des cours, qu'ils dépouillent et torturent les malheureux. » (1).

Cette oppression née du luxe féodal, c'est déjà une des causes de la révolte des communes et elle explique les scènes de pillage qui accompagnent le mouvement communal. A Beauvais, à Noyon, à Laon, les femmes de la petite bourgeoisie et du peuple insultent, battent et dépouillent les nobles dames, les bourgeois révoltés dévastent les hôtels et allument des incendies (2).

(1) JACQUES DE VITRY, *Historia occidentalis*, cap. III.

(2) AUG. THIERRY, *Lettres sur l'histoire de France*, XVI.

La cupidité royale sert elle-même d'exemple, de prétexte et de justification au peuple, par ses exécutions contre les riches, les nobles, les bourgeois et les financiers, par ses mesures de confiscation et de spoliation. Philippe le Bel prend prétexte des abus commis par les Templiers pour frapper leur Ordre, le dépouiller de ses biens et envoyer leur chef au supplice. Les rois font arrêter et emprisonner des banquiers et des négociants pour les rançonner, comme feraient des bandits de grand chemin. Les oncles de Charles VI arrêtent les notables des villes, lèvent des amendes énormes sur les bonnes villes de Rouen, de Reims, d'Orléans, de Troyes, de Sens, de Châlons. Certaines de ces confiscations au profit des ducs de Bourgogne et de Berry atteignent la somme énorme, surtout pour l'époque, de 300,000 livres. Enguerrand de Marigny, Jean de Montaigu, sont conduits au supplice, sous des prétextes plus ou moins fondés, et leurs biens sont confisqués (1354-1419).

Le peuple applaudit ou reste indifférent à ces exécutions iniques, qui satisfont sa haine contre des classes qui l'oppriment ou qui le dominent par la fortune. La Jacquerie du XIV^e siècle ne répond pas à un système économique de communisme. C'est une lutte du pauvre contre l'oppression et le faste des classes nobles et riches. D'abord unie au petit peuple, la bourgeoisie, effrayée de la violence démagogique comme des rigueurs royales, se sépare des *gens du commun*,

dans l'insurrection générale dont l'émeute des Maillottins est le signal.

L'émeute populaire des Cabochiens compromet les tentatives libérales et réformatrices de la bourgeoisie, par les abominables scènes de pillage et de meurtre auxquelles se livre la populace, et elle sert de prétexte à l'intervention du roi d'Angleterre Henri V. Le désastre d'Azincourt (1415) entraîne la populace de la capitale, affamée, livrée aux dissensions politiques, affolée par l'approche de l'ennemi, à des représailles contre les riches, au massacre d'évêques, de nobles, de bourgeois « que l'on disait, à tort et à raison, avoir tenu le parti d'Armagnac, lesquels on tuait sans merci et on emportait leurs biens. Il ne fallait que crier sur un homme : Voilà un Armagnac, il était mis à mort sans autre information » (1).

(1) PIERRE DE FENIN, dans Henri Martin, *Histoire de France*, t. VI, livre XXXIV.

CHAPITRE IV

LES LOIS SOMPTUAIRES DE PHILIPPE LE BEL A LOUIS XII.

Nous nous sommes longuement attardé à dépeindre le tableau du luxe et des mœurs, aux XIV^e et XV^e siècles, à la Cour Royale, dans la noblesse, la haute et moyenne bourgeoisie, et dans le peuple même. Contre les excès du luxe et la décadence des mœurs, les censures ne manquent pas, de la part des satiriques et des prédicateurs. La religion, la morale, la simplicité d'autrefois, trouvent en eux leurs défenseurs. Les mouvements de la petite bourgeoisie et du peuple, laissant de côté ces points de vue, s'appuient sur l'oppression et la spoliation des pauvres par les riches.

En face de ce développement du luxe, quelle est la politique royale ? Sur quels points intervient-elle ? Quels sont ses mobiles ? Quels sont ses moyens d'action et ses sanctions ?

C'est ce qu'il nous reste à examiner. Pour dégager avec fruit la portée de cette politique, il était indispensable de jeter un regard sur l'état des classes sociales, du luxe et des mœurs pendant cette période.

§ 1^{er}. — La politique somptuaire de Philippe le Bel.

Avant Philippe le Bel, nous n'avons rencontré, en matière somptuaire, que des interventions royales assez intermittentes, assez espacées les unes des autres, et ne portant que sur quelques points particuliers.

L'action de Philippe le Bel à cet égard est assez large. Il étend son intervention à de nombreux objets. L'ardeur de réglementation qui l'emporte le pousse à fixer le maximum de longueur autorisé pour les poulaines : 6 pouces pour les paysans, 12 pour les bourgeois, 24 pour les seigneurs (1).

De cette ordonnance, retenons ce détail important. La tolérance varie suivant qu'il s'agit de paysans, de bourgeois ou de seigneurs. Cette distinction est la base de toute la réglementation somptuaire de Philippe le Bel.

I. — L'ORDONNANCE DE 1294.

A. — Objet de l'ordonnance de 1294.

Nous retrouvons une distinction de classes dans la grande ordonnance de 1294 (2) : « Nulle bourgeoise n'aura char. Nul bourgeois, ni bourgeoise ne portera

(1) DELAMARE, *Traité de la Police*, Livre III, chap. IV.

(2) DE LAURIÈRE, *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, I, p. 541.

vair de gris, ni hermine, et se délivreront de ceux qu'ils ont de Pâques prochaines en un an. Ils ne porteront, ne pourront porter or, ni pierres précieuses, ni couronnes d'or ni d'argent. Nulle damoiselle, si elle n'est châtelaine, n'aura qu'une paire de robes par an... Les bourgeois qui auront la valeur de deux mille livres tournois et au-dessus ne pourront faire robe de plus de douze sols six deniers tournois l'aune de Paris et leurs femmes de seize sols au plus. Les bourgeois de moins de valeur ne pourront faire robe de plus de dix sols tournois l'aune et pour leurs femmes de douze sols au plus.

«Le duc, le comte, le baron de six mille livres en terre ou de plus, pourront faire quatre robes par an et non plus, et leurs femmes aussi. Il est ordonné pour déclarer ce qui dessus est dit de robes, que nul prélat ou baron, tant grands qu'ils soient, ne puisse avoir robe pour son corps de plus de vingt-cinq sols tournois l'aune de Paris. Les bannerets et châtelains ne pourront avoir robe pour leur corps de plus de dix-huit sols tournois l'aune de Paris. Les écuyers fils de barons, bannerets et châtelains ne pourront avoir robes de plus grand prix que quinze sols tournois l'aune de Paris. Nul bourgeois, ni bourgeoise, ni écuyer, ni clerc, s'il n'est en prélation ou en personnage ou en greigneur état n'aura torche de cire...

« Nul ne donnera au grand manger que deux mets et un potage au lard, sans fraude. Et au petit manger,

un mets et un entremets. Et s'il est jeûne, il pourra donner deux potages aux harengs et deux mets ou trois mets et un potage. Et ne mettra en une écuelle qu'une manière de chair, une pièce tant seulement ou une manière de poisson ni ne fera autre fraude. Et sera comptée toute grosse chair pour mets. Et n'entendons pas que fromage soit mets, s'il n'est en pâte. »

L'ordonnance se termine par l'énumération des sanctions prononcées contre les contrevenants. Elles consistent en amendes, qui varient avec le rang et la fortune : cent livres tournois pour les ducs, comtes, barons, prélats ; cinquante livres pour les bannereux ; vingt-cinq pour les chevaliers, doyens, archidiaques, prieurs et autres clercs en dignité ou personnage ; vingt-cinq livres également pour les autres laïcs s'il ont vaillant mille livres parisis, et cent sols seulement s'ils ont moins, ainsi que les autres clercs qui sont sans dignité ni personnage.

Cette importante ordonnance suggère un certain nombre d'observations.

Tout d'abord, elle embrasse des matières nombreuses et assez variées. Les dispositions relatives à la nourriture y voisinent avec la réglementation ou les interdictions concernant le nombre ou la valeur des robes, les fourrures, l'or et les pierres précieuses. L'usage des chars et des torches de cire complète l'objet de l'ordonnance.

Les prescriptions sont minutieuses, notamment

celles qui touchent à la table. Le nombre des plats à chaque repas est strictement limité, et la définition des mets est très minutieuse. L'ordonnance est très rigoureuse: Seigneurs et bourgeois opulents voient leur table réduite au plus médiocre ordinaire, Philippe le Bel se montre également très sévère en réduisant singulièrement le nombre et le prix des robes.

B. — Mobiles de l'ordonnance.

Le caractère capital de l'ordonnance, c'est la différence de traitement qu'elle fait entre la bourgeoisie et la noblesse et, dans chacun de ces ordres, d'après la fortune.

a) — Réglementation d'après la fortune. — Distinction de la haute et de la moyenne bourgeoisie.

Tenir compte de la fortune dans la fixation du nombre et de la valeur des costumes, cela est assez naturel. Le roi veut proportionner les dépenses somptuaires de chacun à ses revenus. Sans doute, une telle mesure nous paraît aujourd'hui contraire à la liberté individuelle. Le législateur ne se permettrait plus, à l'heure actuelle, d'empêcher des individus de dépenser au-delà de leurs revenus, ou de consacrer à leur toilette une proportion exagérée de leurs ressources. Mais ce point de vue ne reste pas indifférent au souve-

rain du Moyen-Age. Il a des pouvoirs suffisants entre ses mains, et il peut en user en vue de restaurer des habitudes raisonnables et économes.

En subdivisant la bourgeoisie en deux catégories, Philippe le Bel contribue, en outre, à accentuer la séparation entre la haute et la moyenne bourgeoisie. La haute bourgeoisie commerciale, financière, administrative, cherche naturellement à oublier ses origines, à s'éloigner de la petite bourgeoisie pour se rapprocher de la noblesse. Entre la noblesse et la bourgeoisie commune, elle forme véritablement une classe spéciale qui, par son luxe, tend à égaler en prestige la noblesse et même à l'éclipser.

b) — Réglementation d'après les classes. — La noblesse et la bourgeoisie. — Pourquoi Philippe le Bel agit-il contre le luxe de la bourgeoisie ?

Philippe le Bel maintient cependant nettement la démarcation entre la noblesse et la bourgeoisie. Celle-ci, à quelque degré de fortune qu'elle parvienne, voit limiter plus strictement ses dépenses somptuaires, le nombre, le prix de ses robes; elle se voit interdire l'or et les pierres précieuses, les chars et les torches de cire.

Nous avons déjà vu des ordonnances antérieures consacrer le principe d'une distinction entre la noblesse et la bourgeoisie pour les dépenses somptuaires autorisées. Philippe le Bel l'applique même à la longueur des poulaines des chaussures !

Cette distinction paraît peu en harmonie avec l'ensemble de la politique de Philippe le Bel. Atteindre le luxe nobiliaire, c'était naturel de la part d'un prince qui voulait abaisser la puissance seigneuriale au profit de l'autorité royale.

Contre la noblesse, Philippe le Bel s'appuie sur la bourgeoisie. Il accorde des lettres d'anoblissement à des bourgeois notables, comme Philippe le Hardi en avait créé le précédent, en conférant la noblesse à un orfèvre de Paris. Ses conseillers, les légistes, appartiennent à la bourgeoisie, et en défendant, en étendant ses prérogatives, cherchent à resserrer son alliance avec la royauté.

Comment, dès lors, expliquer ce traitement plus rigoureux infligé à la classe appelée par le souverain au pouvoir ?

On peut en donner les motifs suivants. Sans doute, l'aristocratie nobiliaire, atteinte dans sa vanité par le luxe bourgeois, s'était-elle plainte au roi de ce faste, qu'elle considérait presque comme un empiètement sur ses prérogatives. Allait-on laisser les roturiers enrichis employer leur fortune de fraîche date à se donner les apparences extérieures de la noblesse, à copier ses costumes, à bâtir des hôtels aussi somptueux, à les meubler plus luxueusement encore ? L'ordonnance accueille ces plaintes sur le chapitre toilettes.

La royauté de Philippe le Bel, bien qu'elle consacre

l'ascension des bourgeois, reste d'ailleurs pénétrée des principes de hiérarchie. Les légistes qui l'entourent et le conseillent sont saturés de droit romain. Ils empruntent à la législation impériale la théorie du pouvoir royal. Ils lui empruntent aussi le goût des savantes hiérarchies et des distinctions compliquées. Ils ne veulent pas confondre les rangs, ni supprimer la distinction des ordres. Dans l'ordre même de la noblesse, ils maintiennent des différences de traitement d'après la hiérarchie des titres.

Enfin, le faste de la bourgeoisie portait ombrage non seulement à la noblesse, mais à la royauté elle-même. La bourgeoisie enrichie s'était empressée, pour marquer son importance autant que pour satisfaire ses désirs, de se couvrir avec profusion d'étoffes de soie et de bijoux. Les grands centres des Flandres donnaient un spectacle de luxe féminin qui indignait la reine Jeanne de Navarre : « Je croyais être seule reine, disait-elle, à Gand et à Bruges, et j'en vois ici par centaines ». Aucun mot ne peint mieux que cette boutade l'importance sociale attachée alors au costume, manifestation extérieure de la distinction des classes et de la hiérarchie. Jeanne de Navarre qui, à la différence de bien d'autres femmes dans l'histoire des cours de France, exerça sur le luxe une influence restrictive et seconda Philippe le Bel dans ses efforts pour mettre un frein aux folles dépenses, joua peut-être son rôle dans la rédaction de l'ordonnance.

L'idée directrice de la législation somptuaire de Philippe le Bel reste donc celle que nous avons déjà rencontrée dans des ordonnances antérieures. Maintenir la distinction des ordres, de la noblesse et de la bourgeoisie. Le mobile est purement politique. Il montre l'extrême importance de cette hiérarchie sociale jusque sous un règne dont la politique repose sur l'abaissement de la noblesse et l'ascension de la bourgeoisie.

Le point de vue moral, qui était celui des sermonnaires et des satiriques, est laissé de côté. Plus tard, un autre roi interdira les chaussures à la poulaine comme contraires à la morale chrétienne. Philippe le Bel se contente, ici encore, d'accuser la hiérarchie des ordres par un signe extérieur : la longueur de la poulaine.

Tout au plus, à côté de cette réglementation du luxe d'après la classe, apparaît un autre ordre d'idées, la réglementation d'après la fortune. C'est un point de vue que nous avons déjà signalé. Nous le mentionnons ici, pour montrer la seconde idée directrice de l'ordonnance somptuaire de 1294. Proportionner le luxe à la fortune, c'est une idée nouvelle, un point de vue qui consacre la distinction de deux bourgeoisies et de deux noblesses, d'après l'importance des revenus.

c) Le point de vue économique.

Enfin, en interdisant les étoffes précieuses et les

belles fourrures, qui s'importaient principalement de l'étranger, Philippe le Bel semble avoir obéi à une troisième idée : empêcher à tout prix l'argent de sortir de France. Nous avons exposé cette conception économique, qui trouve son origine à cette époque, où l'or apparaît comme la source de toute richesse. Avoir le plus d'or possible, c'est pour un pays l'idéal de la richesse. Il faut donc exporter le plus possible, importer le moins possible. C'est le principe de la théorie mercantiliste, qui inspirera la politique européenne jusqu'au XVIII^e siècle. L'altération des monnaies, qui permettait à Philippe le Bel de multiplier le signe monétaire, n'en était sans doute qu'une application plus ou moins consciente au profit de la couronne.

Un autre caractère de cette législation somptuaire, c'est de faire bon marché de la liberté individuelle. Avant la guerre, une réglementation du genre de celle de l'ordonnance de 1294 nous eût paru fort étrange. Quacun n'est-il pas libre de s'habiller à sa guise, de manger ce qu'il lui plaît, de consommer ses revenus et même son capital en dépenses de luxe ?

Nous avons vu pourtant, au cours de la guerre, nos gouvernements rééditer, sans le savoir, la politique de Philippe le Bel. N'avons-nous pas eu des décrets sur le nombre des plats, aussi minutieux dans leurs définitions des fromages et des entremets ? N'avons-nous pas eu des taxes de luxe, destinées à restreindre aux bourses les mieux garnies l'usage de certains

objets ? N'avons-nous pas eu, enfin, l'interdiction d'importer certaines matières de luxe ?

La réglementation était la même. Les mobiles seuls étaient différents. Mais si l'intérêt de la défense nationale, le souci de réserver aux objets indispensables les transports raréfiés nous ont paru justifier de tels attentats à la liberté individuelle, il faut, pour apprécier sainement la politique somptuaire de Philippe le Bel, nous pénétrer des conditions politiques et sociales de son époque. L'avènement de l'or et le mot de Jeanne de Navarre expliquent cette politique de hiérarchie sociale et de quasi-mercantilisme.

Justifiée dans ses mobiles, cette réglementation pouvait-elle être efficace ?

d) — **Inefficacité de l'ordonnance.**

Une législation qui restreint des consommations (ce mot étant pris dans son sens économique) exige des sanctions rigoureuses et, pour les appliquer aux contrevenants, un contrôle effectif. On sait les procédés ingénieux qui ont permis de tourner les décrets sur la limitation des plats comme la taxe de luxe. Sans inspections sévères, les plus fortes amendes n'y peuvent rien. C'est dire que la législation de 1294 était condamnée à rester lettre morte, en l'absence de tout contrôle organisé, impossible d'ailleurs à l'égard de consommations individuelles, en dehors de tout contrôle commercial. Les décrets de guerre, par

exemple, n'ont jamais prétendu empêcher les gens de manger chez eux à leur guise !

II. — LES ORDONNANCES SUR LE MAXIMUM.

A propos de la législation alimentaire de Philippe le Bel, il faut dire un mot de ses fameuses ordonnances sur le maximum. L'ordonnance de 1294 fixe déjà des maxima pour le prix des étoffes de robes. Des mesures de ce genre n'ont jamais été faciles à appliquer. Les principes les plus élémentaires de l'économie politique enseignent que le prix des objets varie d'après l'offre et la demande. Il ne dépend pas de l'arbitraire du législateur.

Cependant, Philippe le Bel prétendit fixer le prix maximum du blé et des autres céréales, à plusieurs reprises, et notamment en 1304. Cette mesure s'expliquait par les mauvaises récoltes qui, avec les marchés restreints, l'absence de moyens de transport, entraînaient d'effroyables famines et des hausses formidables. Les lois économiques condamnaient d'avance cette réglementation à un échec. L'altération des monnaies, en dépréciant le signe monétaire, contribuait dans une large mesure à faire hausser le prix des céréales, comme de toutes autres marchandises, et la condition essentielle du retour à des prix normaux, c'eût été le retour à une monnaie saine. Philippe le Bel dut retirer à plusieurs reprises, pour les rétablir ensuite ses ordonnances sur le maximum.

§ 2. — Les ordonnances sur l'orfèvrerie.

I. — Ordonnances de Philippe le Bel.

Une seconde ordonnance de 1294 (1) porte défense à ceux qui n'ont pas six mille livres de rente d'avoir ou de garder de la vaisselle d'or et d'argent. Ceux qui ne se trouvent pas dans les conditions requises par l'ordonnance doivent porter leur argenterie à la Monnaie.

L'idée qui préside à cette disposition est la seconde idée que nous avons analysée dans la grande ordonnance de la même année. Philippe le Bel estime que la vaisselle d'or et d'argent suppose, par sa valeur même, une fortune considérable. Il convient de la réserver à ceux dont les revenus sont suffisants pour leur permettre d'immobiliser un tel capital.

L'ordonnance n'interdit pas seulement d'acheter de la vaisselle d'or et d'argent, mais d'en posséder. C'est une disposition bien rigoureuse, car une personne pourrait avoir acquis des pièces d'argenterie par don ou héritage. On la force à la porter à la Monnaie.

Le véritable mobile de l'ordonnance était probablement moins désintéressé. En obligeant les personnes n'ayant qu'un revenu inférieur à six mille livres à porter à la Monnaie leur argenterie, l'habile monarque se proposait sans doute de trouver des lin-

(1) DE LAURIÈRE, *op. cit.*, t. I, p. 324.

gots pour fabriquer de la monnaie altérée, de la fausse monnaie. En tout cas, l'exécution de l'ordonnance n'était pas des plus faciles, car elle supposait connu le revenu des possesseurs d'argenterie, et connu le fait qu'ils en possédaient, deux points bien ardu à préciser.

L'usage de l'orfèvrerie fait à plusieurs reprises l'objet des préoccupations de Philippe le Bel et de ses successeurs. En 1310 et 1311 (1) paraissent de nouvelles ordonnances à cet égard. En 1311, le roi déclare, dans son mandement, qu'il n'a pas entendu empêcher les orfèvres de gagner leur vie en travaillant à de petits ouvrages. Seuls, les gros ouvrages sont interdits, comme en 1294.

II. — Ordonnances des successeurs de Philippe le Bel.

Le roi Jean, en 1355 et 1356, prétend réserver au culte l'usage de l'orfèvrerie.

« Que nul changeur, orfèvre ou autre, porte l'article 6, ne soit si hardi de faire ni ouvrier vaisselle ni vaisseau d'or ni d'argent, hanaps ni joyaux d'or ni d'argent, fors d'un marc et au-dessous, si ce ne sont reliques et autres sanctuaires pour Dieu servir (2).

En 1366, Charles V renouvelle l'ordonnance de son prédécesseur (3).

(1) DE LAURIÈRE, *op. cit.*, I, p. 475.

(2) DE LAURIÈRE, *op. cit.*, III, p. 150.

(3) DE LAURIÈRE, *op. cit.*, IV, p. 558.

III. — Mobiles de ces ordonnances.

Toutes ces ordonnances reposent sur la même conception que celle de 1294 sur l'orfèvrerie. L'autorité royale ne veut pas que les particuliers puissent dépenser ou immobiliser leurs capitaux en grosse orfèvrerie. A cette idée vient sans doute s'ajouter une sorte de préjugé, qui veut réserver au culte l'usage des métaux précieux. Pendant longtemps, en effet, l'art de l'orfèvrerie a été à peu près exclusivement religieux. Les souverains voient peut-être aussi d'un mauvais œil l'accumulation d'objets précieux chez des particuliers, au moment où eux-mêmes vendent ou engagent des pièces du trésor royal pour payer les frais de la guerre contre les Anglais. Enfin Charles V, collectionneur passionné d'orfèvrerie, ne voulait-il pas, en renouvelant l'ordonnance du roi Jean, se réserver le monopole des métaux précieux, pour accroître le trésor qu'il avait formé étant dauphin ?

IV. — Conséquences de ces ordonnances.

La grosse orfèvrerie devient alors, pour un temps, le privilège de l'Eglise et de la famille royale. Dans le trésor de Charles V et dans celui du duc Louis d'Orléans (1) figurent de vastes pièces d'orfèvrerie,

(1) Inventaire publié par M. de Laborde.

bassins, pots, grands plats, aiguières, vases de toutes formes et de toutes contenances, nefs pour le vin ou les épices, et jusqu'à des chaudières et des chaudrons en argent.

Arrêtée pour la consommation particulière pendant la fin du XIV^e siècle et le XV^e siècle, la grosse orfèvrerie fait place à la petite orfèvrerie et à la joaillerie. Jamais les pierres n'ont tant été à la mode. Les hommes portent des bagues à tous les doigts. Les bracelets, colliers, agrafes, chaînes, carous ou hausse-cols d'orfèvrerie sont d'un usage courant dans toutes les classes de la société. Les femmes portent les fermaux, les tressoirs, les chausse-bras, les chapelets de tête, les ceintures en étoffe brodée en cuivre, en argent émaillé, auxquelles elles suspendent des aumônières, des bourses, des chapelets, des cachets (1). Un édit royal de 1356 a accordé aux bourgeois le droit de porter les éperons dorés et les freins orfèvres (2). L'usage du luxe exige une concession du roi, tout comme les franchises municipales.

L'autorisation royale était indispensable aux bourgeois pour porter des éperons dorés. Par contre, l'autorité royale se croit permis d'interdire certaines modes. L'église avait, à plusieurs reprises, déclaré les chaussures à la poulaine contraires à la modestie.

(1) ARY RENAN, *Histoire du costume*, chap. VIII.

(2) Henri MARTIN, *Histoire de France*, t. V, livre XXXI.

Elle les condamne dans le Concile d'Anvers, en 1365. Cette pratique ayant résisté aux interdictions ecclésiastiques, le pouvoir séculier intervient. Par lettres patentes du 9 octobre 1368, elle fait « défense à toutes personnes, de quelque qualité et conditions qu'elles soient, à peine de dix florins d'amende, de porter à l'avenir de cette sorte de chaussures, cette superfluité étant contre les bonnes mœurs, en dérision de Dieu et de l'Eglise, par vanité mondaine et folle présomption (1).

Bien entendu, ces atteintes à la liberté individuelle, malgré la sanction qui les accompagne, restent lettre-morte, comme les interdictions des conciles. Les poulaines s'allongent de plus en plus, jusqu'à deux pieds de long.

§ 3) — L'ORDONNANCE DE 1444 SUR LA CAVALERIE

Nous avons déjà noté à quel degré était arrivé le faste militaire. Le chroniqueur de St-Denis critiquait le luxe des armures et des harnachements, qui ne pouvait, hélas ! suppléer le courage. Au temps de Charles VII, les armures des princes et des chefs d'armée sont décorées au marteau, incrustées d'émaux et de pierreries. Philippe le Bel avait plusieurs panoplies, avec perles, rubis et diamants enchâssés. Charles

(1) LEBER, *Pièces relatives à l'Histoire de France*, X, p. 460.

le Téméraire traînait à la guerre le même faste. Après la défaite que Louis XI lui inflige à Granson, son camp est pillé par les Suisses, qui vendent à bas prix ses vases d'or, de vermeil et d'argent, son écusson orné de perles et de pierreries, son sceaun pesant deux marcs d'or, son collier de la Toison d'or, ses armures, ses épées, ses lances montées en ivoire, ses bannières, ses quatre cents pièces d'argenterie, son trésor, partagé à pleins chapeaux, son gros diamant, appelé le Sancy.

Les gens de guerre et les officiers nobles ne dédaignaient pas de se livrer au pillage et aux exactions.

L'ordonnance de 1444 sur la cavalerie réorganise l'armée et, en y introduisant la discipline, se propose de réformer ces abus. « Il avisa qu'à tenir tant de gens sur les champs, vivant de la substance de son peuple, ce n'était que destruction; et après avoir considéré qu'à chacun combattant falloit avoir dix chevaux de bagage et de fretin, comme pages, femmes, varlets et telle autre manière de coquinaille, il arresta par délibération de son conseil, que tous les gens d'armes feroient leurs monstres (revues), et que des mieux habillés et des gens de bien, on retien droit quinze cents lances et qu'au demeurant seroit ordonné de s'en aller chacun en leur maison.

Et osta et chassa tous les capitaines ou la plupart d'iceux, et ordonna rester seulement quinze capitaines qui auroient chascun sous soi cent lances. Et estait chacune lance d'un homme d'armes armé de cuirasse,

harnois de jambes, salade, bavière, espée et tout ce qu'il faut à un homme armé du clair, ses salade et espée garnies d'argent. Lequel homme d'armes avait trois chevaux de prix, l'un pour lui, l'autre pour son page qui portoit sa lance, le tiers pour son varlet, lequel était armé de salade, brigandine, jaque ou haubergeon, portant hache ou guisarme. Et chascune lance avoit, avec ce, deux archers, armés la plupart de brigandine, harnois de bras et salades, dont plusieurs estoient garnies d'argent; pour le moins, iceux archers avoient tous des jaques ou de bons haubergeons. Et tous ceux qui estoient de cette ordonnance de quinze cents lances, estoient payés de mois en mois, soit que le roy eust la guerre ou non. Et les payoient les gens du plat pays et des bonnes villes par une taille que le dit roy avoit imposée (ce qu'on n'avoit jamais fait), ce qu'on appelloit la taille des gens d'armes. Et avoit chascun homme d'armes quinze francs pour ses trois chevaux, à savoir luy son page et un guisarmier ou coustiller, et chascun archer, pour luy et son cheval, sept francs et demi par mois » (1).

Sous Louis XI, aucune mesure somptuaire. Le monarque se contente de prêcher d'exemple par sa simplicité et de railler ceux qui se présentent devant lui vêtus de soie et de velours.

(1) Cité, sans nom d'auteur, par Baudrillart, *op. cit.*, III, p. 381, note 1.

**§ 4. — L'EDIT DE CHARLES VIII
SUR LES ETOFFES PRECIEUSES.**

L'expédition d'Italie exerce une profonde influence sur la richesse et les arts en France. Elle développe le goût des jouissances raffinées et des industries de luxe, riches tissus, glaces, faïences, parfums. Charles VIII rapporte d'Italie des tapisseries, des tableaux, des statues, des meubles; il en ramène des artistes et des artisans de luxe.

Les étoffes de soie sont accueillies avec un grand expressement, et les ménétriers, varlets et gens d'armes eux-mêmes se vêtissent de velours et de drap de soie. Par un édit du 17 décembre 1485, Charles VIII cherche à réprimer l'abus des étoffes précieuses.

« Comme la chose publique de notre royaume est trop endommagée à l'occasion des grands frais et dépenses que plusieurs font en habillement trop pompeux et trop somptueux, non convenables à leur état avons, par édit perpétuel, défendu et prohibé, défendons et prohibons généralement à tous nos sujets, que dorénavant ils n'aient à porter aucun drap d'or ou d'argent et de soyes en robes ou doublures, en peine de perdre les dits habillements et de l'amende arbitrairement envers nous, sauf et réservé les nobles vivant noblement, auxquels nous permettons qu'ils se puissent vêtir sous la modification ci-après déclarée: c'est à savoir que les chevaliers tenant deux mille

livres de revenus par an pourront porter tous draps de soye de quelque sorte qu'ils soient, et les écuyers ayant également deux mille livres de rente chacun an, draps de dames, satin figuré; mais non point velour tant cramoisy qu'autre figuré, à la peine que dessus. » (1)

L'édit maintient donc la traditionnelle distinction du luxe d'après les classes. Velours, soies, draps d'or et d'argent sont interdits aux bourgeois et réservés aux nobles. Encore les écuyers n'ont-ils pas droit au velours cramoisi ou figuré et un revenu de deux mille livres est exigé pour le port des étoffes envisagées par l'édit.

L'édit de Charles VIII combine ainsi, comme l'avait fait Philippe le Bel, l'élément de classe et l'élément de fortune.

Les peines portées par l'édit sont graves, amende arbitraire, comme toutes les peines de l'ancien droit et confiscation des habillements prohibés.

L'édit ne paraît guère avoir été observé. Quelques années après, Claude Seyssel écrit que « sont les habillements et la manière de vivre plus somptueuse que jamais on ne le vit. » (2)

Le roi lui-même donnait l'exemple de vêtements somptueux. A son départ pour l'Italie, « il était revêtu d'un sayon de velours cramoisi, déchiqueté sur blanc

(1) REBUFFI, *Edits et ordonnances des rois de France*, livre III, titre VI.

(2) Cl. SEYSSEL. *Les louanges du bon roi Louis XII.*

et violet par moitié, et l'autre moitié était de velours gris. Par dessus le dit sayon avait un manteau en écharpe, merveilleusement brodé d'or » (1). Les harnais de ses chevaux étaient plaqués de métaux précieux. Les haliebardiens de sa garde portaient des chausses de drap d'or et un pourpoint de brocart.

§ 5. — LES ORDONNANCES DE LOUIS XII SUR LA GROSSE ORFÈVREURIE.

Quant à la dorure et à l'argenterie, elles se répandent de plus en plus sous le règne de Louis XII. « On voit généralement, écrit encore Seyssel, par tout le royaume bâtir grands édifices, tant publics que privés, et sont pleins de dorures, pas les planchis tant seulement et les murailles qui sont par le dedans, mais les couvertes, les toits, les tours et ymages qui sont par le dehors, et si sont les maisons meublées de toutes choses plus somptueusement que jamais ne furent. Et use-t-on de vaisselle d'argent en tous états, sans comparaison plus qu'on ne le vouloit, tellement qu'il a été besoin sur cela faire ordonnance pour corriger cette superfluité. Car il n'y a sorte de gens qui ne veuille avoir tasses, gobelets, aiguillères et cuilliers d'argent du moins. Et au regard des prélats, seigneurs et autres grossiers, ils ne se contentent pas d'avoir toute sorte de vaisselle tant de table que de cuisine

(1) QUICHERAT, *op. cit.*, chap. X., p. 129.

d'argent, s'il n'est doré, et même aucuns en ont grande quantité d'or massif. » (1)

Par l'ordonnance à laquelle fait allusion Claude Seyssel, Louis XII avait renouvelé les interdictions portées par Jean le Bon et Charles V contre la grosse orfèvrerie (2). Mais cette fois, la corporation des orfèvres éleva de telles plaintes que le roi, quatre ans plus tard, dut rapporter son édit: « Donnons en mandement par ces mêmes présentes à nos aînés et féaux conseillers les gens de notre grand conseil, de notre cour, de Parlement à Paris, généraux, maîtres des monnaies, prévôts du dit lieu et à tous nos autres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenants, et. à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que de nos présents, congé, licence, permission et octroi, ils fassent, souffrent et laissent les dits maîtres jurés orfèvres de notre dite ville et cité de Paris et autres qu'il appartiendra, jouir et user pleinement et paisiblement, sans en ce leur faire mettre ou donner, ni souffrir être fait, mis ou donné aucun arrêt, destourbier ou empêchement, en aucune manière, lequel, si fait, mis ou donné leur était, ou avait été, l'ôtent et mettent ou fassent ôter et mettre incontinent, et sans délai, à pleine délivrance et au premier état et dû, car tel est notre bon plaisir. » (3)

(1) *Loc. cit.*

(2) DE LAURIÈRE, *op. cit.*, t. XXI, p. 338.

(3) DE LAURIÈRE, *op. cit.*, t. XXI, p. 419.

CONCLUSION

Le règne de Louis XII ne clôt pas l'ère des lois somptuaires. Bien au contraire, elles vont se succéder rapidement au cours du XVI^e siècle, avec le développement du luxe dans toutes les classes de la société, dû à la campagne d'Italie, à la découverte du Nouveau-Monde et de ses mines précieuses. De 1543 jusqu'à l'époque de la Ligue, on ne compte pas moins de huit grandes ordonnances contre le luxe (1).

Un esprit nouveau apparaît dans cette politique somptuaire. Elle commence à s'inspirer du point de vue économique, qui prendra tant d'importance au XVII^e siècle dans la législation commerciale et s'élèvera au rang de théorie avec le mercantilisme. On inaugure au XVI^e siècle les lois prohibitives. On cherche à empêcher l'importation des étoffes, des parfums d'origine étrangère, pour favoriser le développement de l'industrie nationale et surtout pour empêcher les sorties de l'or et de l'argent, considérés comme la principale richesse nationale.

C'est par là que la législation somptuaire du Moyen-Age diffère de celle des derniers siècles de la monarchie et de la politique somptuaire contemporaine. Les considé-

rations d'ordre économique lui sont étrangères. Il n'est pas question de protéger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère. Louis XII sera même obligé de révoquer son ordonnance sur la grosse orfèvrerie, sur la plainte des fabricants et des marchands. Pendant le XIV^e et le XV^e siècles, cette industrie a souffert des prohibitions royales.

Si elles font bon marché des intérêts économiques, les ordonnances somptuaires s'inspirent-elles du moins de mobiles élevés? Les considérations d'ordre religieux ou moral apparaissent quelquefois dans leurs préambules, mais on ne peut dire qu'elles constituent la ligne directrice de la politique royale du luxe. Les rois sont-ils qualifiés pour parler au nom de la morale, alors que leur cour étale souvent le spectacle des mœurs les plus licencieuses et du luxe le plus éhonté? La religion est un frein bien peu efficace aux progrès du luxe et malgré les prédications éloquentes et grandiloquentes, les prélats et les abbés en donnent eux-mêmes l'exemple aux fidèles.

Le mobile dominant des lois somptuaires au Moyen-Age, c'est cette idée naturelle que le luxe est un instrument de domination et de puissance. Nous avons rencontré cette idée, qui est au fond de l'homme, dès les rois carolingiens. Le roi doit avoir une suite nombreuse et brillante, tenir table ouverte, éblouir les peuples et les souverains étrangers du nombre de ses courtisans, de l'éclat de leurs parures, de la somptuosité de ses fêtes. Pour lutter contre ses vassaux et reprendre sur eux l'autorité qu'a presque annihilée la féodalité, le roi de France n'use pas seulement des moyens de la politique et de la guerre. La splendeur des cérémonies publiques, du sacre

surtout, fait pénétrer dans la masse de ses sujets l'idée de la majesté royale. Ces traditions se perpétuent dans les derniers siècles de la monarchie : Versailles et la cour de Louis XIV symbolisent cette politique.

Instrument de puissance et de domination, le luxe ne devait pas servir seulement les intérêts personnels des rois. C'était un moyen excellent de maintenir la hiérarchie des classes, base même de la société monarchique sous l'ancien régime. La monarchie française repose sur une aristocratie de naissance. Les privilèges d'ainesse et de masculinité assurent sa persistance en lui assurant un patrimoine. Cette aristocratie qui ne travaille pas sans déroger, il faut qu'elle maintienne son prestige aux yeux des classes subalternes. Avec la gloire des armes, c'est le luxe qui lui donne ce prestige. C'est certainement une des causes du développement effréné du faste nobiliaire. A mesure que la royauté s'emparait de tout le pouvoir politique et, trouvant trop dangereux les services de la noblesse, préférait s'entourer d'une administration issue de la bourgeoisie, la noblesse, réduite à l'oisiveté en temps de paix, dépouillée du prestige des hauts emplois, devait chercher à tout prix à sauvegarder son rang par l'éclat du faste.

Et si des rois limitent ce luxe, ils savent qu'il est indispensable au maintien de la hiérarchie sociale. Aussi, soit par calcul, soit par instinct politique, un roi comme Philippe-le-Bel, si hostile pourtant à la noblesse, assure-t-il à cette classe un traitement relativement privilégié. Les tarifs que comportent ses prescriptions somptuaires ne sont pas les mêmes pour les nobles et pour les bourgeois. Cette distinction entre les classes, c'est le trait essentiel

de la politique du luxe au Moyen-Age, qu'on prenne les ordonnances de Philippe-le-Bel, celles de ses prédécesseurs ou celles de ses successeurs. Cette politique a pour mobile tout au moins implicite, et, en tout cas, pour effet, d'accentuer la distance extérieure entre les classes sociales, d'éviter qu'elles soient confondues non seulement dans leur connotation juridique, mais même dans leur aspect externe.

Philippe le Bel tend même à accentuer cette hiérarchie, en divisant la bourgeoisie en deux groupes, d'après la fortune. Il consacre ainsi la naissance d'une haute bourgeoisie d'administrateurs et de financiers, qui cherche, par le luxe notamment, à s'écarter de la bourgeoisie moyenne des marchands et à se rapprocher de la noblesse. Il est d'un haut enseignement de constater les longs efforts de la royauté en vue de maintenir une barrière entre deux classes sociales et de l'étayer par des mesures somptuaires. Mais les faits et les mœurs seront plus forts que les rois. La bourgeoisie travailleuse finira par éclipser de son luxe et de sa fortune la noblesse oisive et endettée, et elle atteindra même à la noblesse.

Vu par le Président de la Thèse,
Paris, 10 mai 1920.

A. CHÉNON.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES.

- 808 CHARLEMAGNE: Capitulaire triplex.
LOUIS-LE-DEBONNAIRE: Interdit les robes de soie; Interdit aux ecclésiastiques les ornements de pierreries, d'or et d'argent.
CHARLES-LE-CHAUVE, rapporte ces prohibitions.
- 846 Capitulaire conférant privilège aux orfèvres laïcs.
- 1229 ORDONNANCE DE LOUIS VIII: limitation du nombre et du prix des robes des chevaliers et des écuyers.
LOUIS VIII: interdit aux courtisanes certains vêtements.
PHILIPPE-AUGUSTE défend aux soldats les fourrures.
- 1261 ORDONNANCE DE SAINT-LOUIS sur l'hostel du roy.
- 1294 PHILIPPE-LE-BEL: limitation du luxe de la table et de l'habillement.
- 1294 PHILIPPE-LE-BEL: ordonnance sur l'orfèvrerie.
- 1310 PHILIPPE-LE-BEL: interdiction de l'usage laïc de la grosse orfèvrerie.
- 1311 PHILIPPE-LE-BEL: interdiction de l'usage laïc de la grosse orfèvrerie.
- 1355 JEAN-LE-BON: interdiction de l'usage laïc de la grosse orfèvrerie.
- 1356 JEAN-LE-BON: interdiction de l'usage laïc de la grosse orfèvrerie.
- 1366 CHARLES V: interdiction de l'usage laïc de la grosse orfèvrerie.

- 1368 CHARLES V: lettres -patentes interdisant les souliers à la poulaine.
 1367 CHARLES V: lettres portant défense aux femmes de Montpelier de porter des pierres précieuses ou des vêtements ouverts.
 1444 CHARLES VII: ordonnance sur la cavalerie.
 1485 CHARLES VIII: édit interdisant les étoffes de soie et de velours.
 LOUIS XII: interdiction de la grosse orfèvrerie.
 LOUIS XII: Ordonnance révoquant la précédente.
 1506 LOUIS XII: Déclaration sur la défense d'exportation des monnaies en cours et sur l'exercice de l'orfèvrerie.

II. — SOURCES LITTÉRAIRES.

Chroniques des Religieux de Saint-Denis.

de GEORGES CHASTELLAIN;

de FROISSART;

de COMMINES;

de GUILLAUME-LE-BRETON;

Journal d'un bourgeois de Paris.

Journal de Nicolas de Braye.

BRANTOME, *Vies des dames illustres.*

III. — RECUEILS DE TEXTES.

REBUFFI, *Edits et Ordonnances des Rois de France* (1575).

FONTANON, *Edits et Ordonnances des Rois de France* (1611).

DE LAURIÈRE et autres, *Ordonnances des Rois de France de la troisième race* (1723).

Collection des Ordonnances du Louvre (repris sous la direction de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres).

IV. — RECUEILS DE DOCUMENTS LITTÉRAIRES

LEBER, *Pièces relatives à l'Histoire de France*, 20 vol. (1838).

GUIZOT, *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, 30 vol. (1834-1835).

Histoire littéraire de la France, T. XIV, XVIII, XXI.

AIMÉ CHAMPOLLION-FIGEAC, *Documents paléographiques pour servir à l'histoire des beaux-arts au Moyen-Age*, ch. V.

Documents inédits de l'Histoire de France (1879) pour l'Inventaire du mobilier de Charles V.

V. — OUVRAGES DIVERS.

ADAM SMITH, *Recherches sur la Richesse des Nations*, 1, V, ch. II.

AUBERTIN, *Histoire de la langue et de la littérature française*.

BAUDRILLART, *Histoire du luxe privé et public*, T. III, 2^e édit. 1881.

JEAN BECK, *La Musique et les Troubadours*.

DELAMARRE, *Traité de la Police*, livre III, 1738.

DESJARDINS, *Vie de Jeanne d'Arc*.

DARESTE, *Histoire des classes agricoles en France*.

DONIOL, *Histoire des classes rurales* (2^e partie) (1867).

DOUET D'ARCQ, *Comptes de l'argenterie des rois de France*.

A. FRANKLIN, *La vie privée d'autrefois*.

A. FRANKLIN, *La vie privée au temps des premiers Capétiens*, 2 vol., 1911.

GATINEAU, *Le luxe et les lois somptuaires*, thèse, Caen, 1900.

GAUTHIER, *La chevalerie*.

GODEFROY, *Cérémonial français*, t. 1.

HAURÉAU, *La cour de Charlemagne*.

F. DE LASTEYRIE, *Histoire de l'Orfèvrerie*.

- LEBER, *La fortune privée au Moyen-Age*, 1847.
- VICTOR LECLERC, *Discours sur l'histoire littéraire de la France au XIV^e siècle*.
- LECOY DE LA MARCHE, *La chaire chrétienne au Moyen-Age*.
- LECOY DE LA MARCHE, *Œuvres de Suger*, 1858.
- LENIENT, *Histoire de la satire au Moyen-Age*.
- LEROY-BEAULIEU, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} nov. 1894.
- HENRI MARTIN, *Histoire de France*, T. IV et V.
- MICHELET, *Histoire de France*, T. II et V.
- MICHAUD, *Histoire des Croisades*, T. I et II.
- MÈZÉRAY, *Abrégé chronologique de l'histoire de France*, T. VI.
- PETIT DE JULLEVILLE, *Histoire de la littérature française*.
- PETITOT, *Mémoires de Geoffroy de Ville-Hardouin, Histoire de la conquête de Constantinople par les croisés*, 1819.
- J. QUICHERAT, *Histoire du costume en France*.
- A. RENAN, *Histoire du costume*.
- J.-B. SAY, *Traité d'Economie Politique*, T. III, ch. V.
- CLAUDE SEYSSSEL, *Les louanges du bon roi Louis XII*.
- TETAULD, *Vie de Suger*.
- VALLET DE VIRIVILLE, *Isabeau de Bavière*.
- LE MÊME, *Agnès Sorel* (1856).
- VERLOT, *Mémoires sur l'établissement des lois somptuaires. Pièces relatives à l'histoire de France*.
- VIOLLET-LE-DUC, *Dictionnaire d'architecture* (1863).
- LE MÊME, *Dictionnaire de l'ameublement*.
- VUITRY, *Etudes sur le régime financier de la France avant 1789*, 2^e étude, ch. VII, 1883.
- DE WAILLY, *Dissertation sur les recettes et les dépenses de Saint Louis*,

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le luxe à l'époque Carolingienne</i>	7
§ 1 ^{er} . Le luxe sous Charlemagne	7
§ 2. La première loi somptuaire (le capitulaire de 808)	10
§ 3. Les successeurs de Charlemagne	12
§ 4. L'an Mille	14
 CHAPITRE II. — <i>Le luxe du XI^e au XIII^e siècle</i>	 19
§ 1 ^{er} . Suger et Saint Bernard	19
§ 2. Naissance de la féodalité	21
§ 3. Les Croisades	24
§ 4. Le château féodal au XIII ^e siècle	27
§ 5. Le luxe privé au XIII ^e siècle	31
§ 6. L'Eglise et le luxe	34
§ 7. Les progrès du bien-être	42
§ 8. Le luxe royal au XIII ^e siècle	45
§ 9. L'hôtel du roi	47
 CHAPITRE III. — <i>Le luxe aux XIV^e et XV^e siècle</i>	 51
§ 1 ^{er} . L'esprit d'intérêt et le préjugé de l'or	51
§ 2. La fiscalité et le luxe royal aux XIV ^e et XV ^e siècles	55
I. L'altération des monnaies	55
II. La politique financière	57

	Pages
III. Les charges somptuaires de la monarchie . . .	59
IV. Le trésor royal: inventaire de 1353 . . .	61
V. Le trésor royal à la mort de Charles V . . .	64
VI. Le luxe royal sous Charles VI . . .	67
VII. Charles VII et Agnès Sorel . . .	71
VIII. Le règne de Louis XI . . .	74
IX. Le luxe royal sous Charles VIII . . .	76
X. La maison royale sous Louis XII . . .	77
§ 3. Le luxe ecclésiastique. La cour d'Avignon . .	80
I. Le faste de l'Eglise . . .	80
II. La satire contre l'Eglise . . .	82
§ 4. Le luxe privé aux XIV ^e et XV ^e siècles . . .	84
I. La noblesse et le luxe . . .	84
A. Décadence morale de la noblesse . .	84
B. Conséquences du luxe de la noblesse .	85
C. Caractères du luxe nobiliaire . . .	87
II. La bourgeoisie et le luxe . . .	93
III. Les prédicateurs et le luxe . . .	98
IV. Le peuple et le luxe . . .	99
CHAPITRE IV. — <i>Les lois somptuaires de Philippe le Bel</i>	
à Louis XII . . .	105
§ 1 ^{er} . La politique de Philippe le Bel . . .	106
I. L'ordonnance de 1294 . . .	106
A. Objet de l'ordonnance . . .	106

	Pages
B. Mobiles de l'ordonnance	109
a) Réglementation d'après la fortune. Distinction de la haute et de la moyenne bourgeoisie	109
b) Réglementation d'après les classes. La no- blesse et la bourgeoisie. Pourquoi Philippe le Bel agit-il contre le luxe de la bour- geoisie ?	110
c) Le point de vue économique	113
d) Inefficacité de l'ordonnance	115
II. Les ordonnances sur le maximum	116
§ 2. Les ordonnances sur l'orfèvrerie	117
I. Ordonnance de Philippe le Bel	117
II. Ordonnances des successeurs de Philippe le Bel	118
III. Mobiles de ces ordonnances	119
IV. Conséquences de ces ordonnances	119
§ 3. L'ordonnance de 1444 sur la cavalerie	121
§ 4. L'édit de Charles VIII sur les étoffes précieuses	126
§ 5. Les ordonnances de Louis XII sur la grosse orfèvrerie	126
CONCLUSION	129
BIBLIOGRAPHIE	133

Etablissement Typo-Lithographique

- - EDITIONS MODERNES ET DE LUXE - -

: - : Jos. VERMAUT : - :

rue Longue des Pierres, 28, Courtrai

-- 99, Boulevard Raspail, Paris --

Importé de Belgique

